

el-oumami

l'internationaliste - الأمامي

organe du parti communiste international



PRIX EN FRANCE : 3F * MAROC : 2 DH - ALGERIE : 2 DA - TUNISIE : 200 Mils

AVRIL-MAI 1980 - N°9

1^{ER} MAI Pour l'union combattante des rangs prolétariens !

Prolétaires ! Camarades !

Surexploitation pour les uns, chômage pour les autres, misère, insécurité et répression pour tous. Tels sont les résultats du développement capitaliste que tous les moulins à mensonges bourgeois, des mass-média réactionnaires aux partis "progressistes", nous présentaient comme la solution miraculeuse à tous nos problèmes.

DANS L'IMMIGRATION, la crise de l'économie capitaliste pousse la bourgeoisie à renforcer et à aggraver le contrôle et l'oppression qui pesaient déjà sur nous depuis longtemps. Les lois Barre-Bonnet-Stoléru visent à *légaliser* l'état d'exception dans lequel la bourgeoisie et ses valets veulent nous marginaliser par rapport aux autres catégories de la classe ouvrière.

Ce faisant, la bourgeoisie espère prévenir toute riposte collective aux attaques encore plus fortes qu'elle se prépare à livrer contre *l'ensemble de la classe ouvrière*. Ce n'est pas un hasard si la répression dirigée par l'Etat bourgeois et les sociétés gestionnaires comme la Sonacotra contre les résidents des foyers, l'offensive contre les immigrés en général et la recrudescence des attentats racistes ont lieu à l'heure même où la bourgeoisie multiplie ses coups contre nos frères de classe, les travailleurs français. C'est ainsi qu'en plus de la baisse de leur pouvoir d'achat, ces derniers voient leurs cotisa-

tions de sécurité sociale augmenter et s'imposer même aux retraités avec la réduction des prestations médicales remboursées, etc.

La bourgeoisie cherche à nous diviser. Pour mieux nous exploiter et pour bien maintenir son Ordre. Certes, notre classe est encore aujourd'hui dispersée. Les liens entre groupes de travailleurs qui commencent à relever la tête sont encore très rares. La responsabilité en incombe aux appareils syndicaux et aux grands partis soi-disant "socialiste" et "communiste" qui collaborent jour et nuit avec l'ennemi. Accepter la situation telle qu'elle est aujourd'hui ou pire penser qu'elle est irréversible, c'est faire le jeu de la bourgeoisie impérialiste, c'est aller tout droit à la défaite !

Aujourd'hui, tout groupe de prolétaires poussé à se battre que ce soit sur le terrain de l'usine, du logement ou contre la répression a pour devoir impérieux de *prendre contact* avec d'autres travailleurs pour mettre en avant le principe élémentaire de la *solidarité ouvrière*, pour les entraîner à la *lutte collective*. Si échec il y a, ce ne sera qu'un échec momentané. Cela ne doit pas constituer pour nous un objet de découragement mais doit plutôt *raviver notre ténacité et notre acharnement*. Car il n'y a pas d'autre choix possible si on ne veut pas rester écrasés pour toujours.

(suite p.3)

AUSTERITE ET REPRESSION EN ALGERIE

A l'heure où tous les appareils de propagande bourgeois sont mobilisés pour appeler les travailleurs à serrer davantage la ceinture, il est d'une grande utilité de montrer dans les faits à quoi ont abouti les années durant lesquelles l'Etat a engagé de fabuleux investissements en promettant aux masses un "avenir radieux".

Aujourd'hui, la situation des masses laborieuses s'est détériorée au point où les dirigeants bourgeois si discrets d'habitude n'osent plus nier ce fait. Le ministre du travail, Mouloud Ouméziane ne vient-il pas de déclarer au *Moudjahid* du 23/03/80 :

"Le pouvoir d'achat a connu, à la suite des hausses de prix étagées, une détérioration certaine" ?

Il faut rappeler à titre d'exemple qu'entre 1973 et 1977, une augmentation générale des prix de 8,5% a été enregistrée dans le Grand-Alger alors qu'on assistait dans la même période à un blocage des salaires. Le secteur de l'alimentation qui se présente en moyenne 45,6% des dépenses des ménages en Algérie a connu les plus fortes augmentations selon l'avis des officiels eux-mêmes. Remarquons que le chiffre doit être naturellement

(suite p.12)

SOMMAIRE

EN LANGUE FRANCAISE :

- Immigration : Sur la deuxième génération ; la grève des nettoyeurs du métro ; agitation contre l'expulsion d'étudiants étrangers.
- Maghreb : contre la répression bourgeoise en Tunisie ; 15 ans après les événements du 23 mars 1965 au Maroc ; la G "S" E en Algérie ; l'UGTA au service de l'Etat bourgeois.
- International : le Zimbabwe otage de l'impérialisme ; Tchad Mali.
- Théorie : Parti révolutionnaire et luttes économiques.
- Politique : La IVe Internationale et la Palestine.

EN LANGUE ARABE :

- Affrontements de classes en Turquie.
- La question syndicale en Tunisie.
- Parti de classe et organisations ouvrières.

Solidarité ouvrière avec la grève des nettoyeurs du métro!

Moins de trois années après la grève de l'été 1977, les ouvriers du nettoyage du métro parisien viennent de reprendre la lutte pour les mêmes revendications. La grève est suivie à 100%. A l'heure où nous écrivons, les patrons et la RATP ont donné leur accord pour une augmentation de salaires de 169 FF (environ 5%). Les travailleurs sont décidés à continuer la grève bien que les bonzes CFDT ont accepté d'introduire dans les 2 800 FF que revendiquent les nettoyeurs l'ensemble des primes. Nous reproduisons ici le tract que nous avons diffusé pour appeler à la solidarité ouvrière avec nos camarades du métro:

TRAVAILLEURS ! CAMARADES !

Depuis le 24 mars 1980, les ouvriers du nettoyage du métro sont en grève. Payés pour la majorité d'entre eux au-dessous du SMIC, ils revendiquent :

- 2800 FF. MINIMUM.
- UNE AUGMENTATION DE LA PRIME DE NUIT (actuellement à 1,48 FF. par heure).
- LE 13^e MOIS.
- LA CARTE ORANGE PAYEE PAR LE PATRON.

Déjà en juin 1977, ces travailleurs ont dû faire grève durant 32 jours malgré le sabotage des appareils syndicaux pour obtenir des augmentations de salaires qui leur permettent d'atteindre le SMIC. Moins de 3 ans après, les patrons ont réussi progressivement à grignoter les maigres acquis de la lutte. Aujourd'hui, ce sont 80% des nettoyeurs qui sont payés au-dessous du SMIC.

Il faut ajouter à cela que la RATP se prépare pour appliquer un plan qui vise à réduire les opérations de nettoyage dans les réseaux urbains et les RER à partir de janvier 1981 (date du renouvellement des marchés avec les entreprises sous-traitantes). Déjà en septembre 1979, les nettoyeurs ont dû se mobiliser pour s'opposer à des suppressions d'emploi.

Comme la plupart des luttes ouvrières et particulièrement celles des travailleurs immigrés, la grève des nettoyeurs du métro est tenue dans l'isolement le plus complet. Le syndicat CGT ne cache même pas son opposition à la grève. Il a appelé ses adhérents (35 nettoyeurs) durant les premiers jours de la grève à venir à leur lieu de travail en leur disant qu'ils seraient ainsi payés même s'ils ne travaillaient pas.

Quant à la CFDT-RATP, elle fait semblant de mener la lutte. Mais dans les faits les choses se passent autrement. Les ouvriers du nettoyage en lutte et le comité de grève ont demandé par exemple à la CFDT-RATP de faire tirer 300 000 exemplaires d'un tract qui informe sur la grève et sur les revendications des travailleurs. Les bonzes de la CFDT n'ont finalement tiré que 10 000 exemplaires qu'ils ne se sont même pas donnés la peine de diffuser en dehors de la RATP sous prétexte que ce sont les grévistes eux-mêmes qui doivent le faire.

Les bonzes de la CFDT qui prétendent défendre les travailleurs au nom d' "un véritable service public" se sont opposés à une proposition des grévistes qui voulaient organiser une manifestation de Barbès au Père-Lachaise sous prétexte que cette manifestation provoquerait l'intervention de la police et la répression des CRS. A cette occasion, les bonzes ont même tenté d'introduire le poison de la division entre africains et maghrébins, berbérophones et arabophones, etc...

A l'heure où se trouve aujourd'hui la grève, les bonzes CFDT commencent à faire circuler les bruits alarmistes sur les risques d'incendies dans certaines stations où s'accumulent les ordures et les gros papiers. Pour se préparer à imposer aux travailleurs la reprise dans des conditions catastrophiques. Au moment même où Chirac enjoint la RATP de se débrouiller par tous les moyens pour assurer le nettoyage des stations.

TRAVAILLEURS ! CAMARADES !

Jusqu'à ce jour, les travailleurs en grève ont réussi à gagner la sympathie des ouvriers du nettoyage de la ville de Paris et ceux du bâtiment envoyés pour briser la grève. Ces derniers ont finalement refusé de travailler par solidarité avec les grévistes.

Cependant, la RATP ne va pas pour autant baisser les bras. C'est pourquoi il est urgent de soutenir par tous les moyens la grève de nos camarades du métro. Ils ont besoin notamment d'une aide financière pour tenir le coup et du renfort pour protéger les piquets chaque soir dans les stations de métro. Les regroupements des travailleurs se font généralement dans toutes les grandes stations (Étoile, Nation, Opéra, La Défense, etc...)

Prenez contact avec les travailleurs en grève qui se réunissent chaque jour de 10h à midi à la bourse du travail de "Château d'eau" (m° République.XIe).

POUR BRISER L'ISOLEMENT DANS LEQUEL L'APPAREIL DE LA CFDT VEUT MAINTENIR LA GREVE DE NOS CAMARADES DU METRO !
VIVE LA SOLIDARITE OUVRIERE !

Le 07/4/80
Parti Communiste International.

CORRESPONDANCE
SARO, 20 RUE JEAN BOUTON 75012 PARIS

ABONNEMENTS
(6 numéros)

envois sous pli ouvert 18 FF
envois sous pli fermé 30 FF

A NOS LECTEURS RESIDANT AU MAGHREB

En raison des difficultés de change et de paiement, nous servons les abonnements et les commandes sans en exiger le paiement immédiat ; nous suggérons que celui-ci soit fait à l'occasion de déplacements et voyages, ou par l'intermédiaire de tiers résidant en Europe.

SUPPLEMENT AU PROLETAIRE N° 308

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

1^{ER} MAI

(suite de la p. 1)

AU MAGHREB, les effets de la crise internationale du capitalisme n'ont pas tardé non plus à se faire sentir. A la misère déjà insupportable dans laquelle étaient plongées les masses prolétariées et les paysans pauvres s'ajoutent aujourd'hui les licenciements massifs dus à la faillite des secteurs concurrencés par les industries impérialistes comme c'est le cas du textile au Maroc et en Tunisie. Le retour des émigrés aggrave le chômage et le sous-emploi endémiques et prive des milliers de familles des maigres ressources que leur assuraient les mandats des travailleurs qui s'échinaient dans les manufactures de la métropole.

Face aux mouvements de colère et de lutte de nos frères de classe tant dans les villes que dans les campagnes, "nos" bourgeoisies "nationales" répondent par une violence sauvage qui rappelle les jours sombres du colonialisme. Qu'on se rappelle comment la bourgeoisie algérienne avait réprimé les émeutes de Aïn-Beïda en 1976 ! Qu'on se rappelle le 26 janvier 1978 à Tunis et Sfax ! Et qu'on n'oublie pas que la guerre criminelle que livre la monarchie marocaine contre les masses sahraouies avec l'appui logistique de l'impérialisme n'est que l'image de ce que nous réservent à nous tous les classes dirigeantes pour demain si nous ne travaillons pas dès aujourd'hui pour leur couper l'herbe sous les pieds ! D'ailleurs la répression avec laquelle l'Etat marocain a répondu ces derniers mois aux grèves ouvrières et étudiantes montre à quoi les travailleurs doivent s'en tenir quand les misérables perroquets au service de la monarchie et de l'impérialisme que sont les grands partis "progressistes" -USFP et PPS- leur parlent de "processus démocratique".

Proletaires ! Camarades !

Les événements de Gafsa ont prouvé une fois de plus s'il en est encore besoin que "nos" bourgeoisies "nationales" sont liées par mille et un intérêts à l'impérialisme. Que leur sort et celui de ce dernier se confondent. Qu'on en tire les leçons !

Hier, les bourgeois et les petit-bourgeois étaient objectivement intéressés par la lutte contre le colonialisme. Ils pouvaient encore théoriquement le faire à nos côtés. Malgré tout cela, les choses ne se sont pas passées toujours et partout comme elles devaient se passer. De larges fractions des classes bourgeoises et semi-bourgeoises au Maroc et en Tunisie ont trahi la lutte anti-coloniale et se sont compromises avec l'impérialisme contre les combattants armés. En Algérie, les bourgeois ont rejoint la lutte anti-coloniale en 1956 pour canaliser le mouvement de masse et se préparer à empêcher au lendemain de l'indépendance les travailleurs de profiter de la victoire.

Comment alors pouvons-nous compter aujourd'hui sur "notre" bourgeoisie pour livrer les batailles qui nous attendent contre l'impérialisme ? La lutte contre les fortes fractions impérialistes qui écrasent les masses opprimées à travers le monde est inséparable de la lutte sans merci contre toutes les bourgeoisies "nationales". Cette lutte ne vise plus aujourd'hui la séparation avec l'impérialisme ou simplement son affaiblissement, mais la destruction du capitalisme dont les conséquences sont plus catastrophiques à la périphérie. Cela, seul le prolétariat peut le faire. Car entre lui et l'impérialisme il n'y a pas de place pour les compromis. La lutte ou l'écrasement total, la lutte ou la mort, tel est le dilemme historique !

Dans la lutte de défense que nous devons mener aujourd'hui, c'est cette perspective que les prolétaires d'avant-garde se doivent de mettre en avant pour donner courage à leurs frères de classe en s'appuyant sur les confirmations vivantes de l'histoire ancienne et récente.

- CONTRE TOUTES LES DIVISIONS, SERRONS NOS RANGS DANS LA LUTTE CONTRE TOUTS LES ASPECTS DE L'EXPLOITATION ET DE LA REPRESSION BOURGEOISE ET IMPERIALISTE !
- DANS LES LUTTES D'AUJOURD'HUI, PREPARONS LA REVOLUTION EN RENFORCANT LE PARTI DE CLASSE REVOLUTIONNAIRE.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

ALGERIE

Manifestations contre la répression bourgeoise

Le 22 avril 1980

Le 10 mars dernier, la police avait interdit une conférence que le professeur Mouloud Mammeri devait tenir sur le thème "la poésie berbère ancienne", au centre universitaire de Tizi-Ouzou. Le chef du cabinet du Wali avait déclaré que cette conférence "risque de déclencher des troubles de l'ordre public".

Le lendemain, 1500 étudiants descendent dans la rue pour manifester leur colère devant cette mesure répressive. Il faut rappeler que ce n'est pas la première fois que les autorités interdisent les activités culturelles qui leur paraissent quelque peu "subversives". Il y a deux ans, le chanteur kabyle Ait Menguellat avait été empêché de répondre à l'invitation des étudiants de Tizi-Ouzou. Même chose pour Kateb Yacine dont on a interdit de jouer la pièce "La guerre de deux mille ans" dans laquelle on entend l'Internationale en arabe populaire.

Le mouvement de protestation ne s'est pas limité cette fois-ci à Tizi-Ouzou. Les 12 et 13 mars ont eu lieu à Larbaa-Nait-Irathen deux manifestations. A cette occasion, les manifestants ont occupé le commissariat de police, la gendarmerie, le siège du FLN, ainsi que la caserne locale. Le 18 mars, c'est au

tour des habitants d'Azazga de manifester en solidarité avec les étudiants de Tizi-Ouzou.

Les mots d'ordre scandés souvent en berbère lors de ces manifestations renvoient certes au problème de la discrimination culturelle et linguistique, mais aussi à la condition sociale des masses travailleuses. C'est ainsi que les cris de "Halte à la répression culturelle !" sont suivis d'autres disant par exemple : "Nous en avons assez de l'injustice !". Les lycéens d'Azazga, eux, lançaient, face aux gendarmes qui les encerclaient, ces paroles de l'ancien colonel de l'ALN, Amirouche : "Aidez de cette vie de misère et de soumission !".

L'Etat bourgeois a envoyé aussitôt 700 policiers pour renforcer l'arsenal répressif en place en Kabylie. 200 policiers avaient occupé le centre de la jeunesse et des sports de Tizi. Dans ce climat général, le directeur de l'institut islamique déclare : "Il faudrait tirer sur la foule". Pas étonnant de la part de cette espèce de mollah pour qui l'arabe classique représente la langue de Dieu, surtout dans un pays où l'Islam est considéré comme religion d'Etat, ce qui permet à la bourgeoisie de l'utiliser comme "opium du peuple".

A Ain-El-Hammam, 700 personnes ont fait une marche en direction de Larbaa-Nait-Irathen. Il y avait des jeunes, des femmes et des vieillards qui manifestaient en criant : "Libérez les détenus !" La ville leur était fermée. Ils sont donc repartis pour occuper Ain-El-Hammam, arrêter toutes les activités, briser les vitres de la gendarmerie qu'ils ont investie. Le 7 avril, à Draa-El-Mizan, 70 personnes ont été arrêtées à l'occasion d'une agitation similaire. Celle-ci avait gagné aussi la petite Kabylie (Dellys, Bordj Menaiel).

Ces événements ont eu évidemment des répercussions dans la capitale. En effet, dès le 16 mars, 200 personnes en viron manifestent rue Larbi Ben Mhidi avant d'être dispersées par la police devant la grande poste. Le 7 avril, plus de 400 personnes descendent une fois de plus dans la rue pour exprimer leur solidarité avec les victimes de la répression en Kabylie. Ce jour-là, l'intervention brutale de la police fait de nombreux blessés, dont 5 dans le coma et 1 mort place du 1er mai selon certains, sans compter une centaine d'arrestations. Les mots d'ordre qui revenaient souvent : "Liberté d'expression !", "A bas la répression !", "Policiers assassins !" (suite p.7)

LA DEUXIEME GENERATION

Un formidable potentiel de révolte à mettre au service de notre classe

Poussé par la crise, le capitalisme tend à accentuer le contrôle et l'oppression qu'il fait peser sur cette catégorie particulièrement vulnérable que sont les travailleurs immigrés. Dans le but de diviser les rangs de la classe ouvrière internationale par nature et de retarder la riposte collective de l'ensemble des travailleurs contre les attaques de la bourgeoisie.

En 1974, le nombre total des enfants de travailleurs immigrés installés en Europe Occidentale s'élevait en gros à 4 millions. 1,6 million avaient moins de 6 ans; 1,6 million avaient entre 7 et 16 ans et 0,8 million avaient entre 17 et 21 ans. Dans la mesure où le taux de fécondité dans les pays impérialistes est de plus en plus bas, le rôle des immigrés dans l'accroissement général de la population tend à s'accroître.

En 1968 par exemple, le nombre moyen de naissances par femme immigrée séjournant en France dépassait de 60% celui des naissances par femme française. En 1976, 86 953 enfants immigrés sont nés en RFA, soit 14,4% du total des naissances enregistrées dans ce pays.

En plus des problèmes généraux directement liés aux discriminations politiques et sociales qui touchent tous les travailleurs immigrés, les jeunes de la deuxième génération affrontent des problèmes plus spécifiquement liés à leur condition de jeunes prolétaires.

Aux difficultés d'adaptation socio-culturelle s'ajoutent pour eux à l'école des difficultés d'ordre linguistique. C'est ainsi qu'en 1974, environ 300 000 enfants de travailleurs immigrés d'âge scolaire en Europe Occidentale ne recevaient aucun enseignement. Aujourd'hui, personne ne peut nier que l'"échec scolaire" est particulièrement élevé parmi les enfants de travailleurs immigrés.

 QUEL AVENIR ?

En France, à la fin de la période de scolarité obligatoire, sur l'ensemble des enfants immigrés scolarisés, il y avait 20% d'"échecs totaux" c'est-à-dire que l'enfant quitte l'école en ne sachant même pas lire, 60% d'"échecs partiels" (dans ce cas les experts bourgeois parlent de "difficultés graves") et 20% seulement de "réussite" c'est-à-dire en fait la possibilité d'accéder au niveau immédiatement supérieur. En RFA, plus de 60% des enfants immigrés n'obtiennent pas le certificat de fin d'études. (1)

Dans ces conditions, il est évident que les enfants immigrés s'orientent pour la plupart vers les cycles courts qui débouchent sur un certificat professionnel ou un diplôme d'apprentissage. En 1975-76, environ 31% des élèves immigrés vivant en France fréquentaient un collège d'enseignement technique.

Les bourgeois eux-mêmes avouent, même si c'est à leur manière hypocrite, ce fait qui est pour nous une évidence à savoir que dans le cadre du capitalisme, l'avenir des enfants du prolétariat en général, c'est... la prolétarianisation. Qu'on lise par exemple ce qui a été écrit par les messieurs de la *Revue internationale du travail* de Genève :

"Les conséquences de cet état de choses pour la position socio-professionnelle des jeunes migrants sont évidentes : ils sont pratiquement dans l'obligation de suivre les filières qui conduisent le plus souvent à des emplois non-qualifiés ou à faible qualification. Bien qu'ils aient fréquenté l'école du pays d'emploi, ils se retrouvent ainsi, dans la majorité des cas, dans les mêmes branches (bâtiment, textile, métallurgie) et dans les mêmes catégories socio-professionnelles que leurs parents. En fait, ils tendent à constituer une nouvelle génération de travailleurs immigrés (id.)"

Dans cette période de crise du capitalisme, il est inutile de s'étaler sur la situation des jeunes immigrés de la deuxième génération du point de vue de l'emploi. En RFA, 60 000 jeunes immigrés sont actuellement sans travail. Ajoutons à cela que dans ce pays, 50 000 jeunes immigrés se présentent chaque année sur le marché du travail. En France, le même chiffre, dont 10 000 algériens, a été enregistré.

Les bourgeois s'inquiètent devant les risques d'explosion sociale auxquels peut aboutir la situation particulièrement précaire de ces jeunes prolétaires. "Tout le monde s'accorde aujourd'hui pour considérer que ces problèmes représentent des risques graves, à la fois pour les individus et pour les sociétés." (id.)

Dans ces conditions, les jeunes immigrés de la deuxième génération ne peuvent s'attendre qu'à un accroissement draconien de l'insécurité dans laquelle les plonge le capitalisme et à une dégradation sans précédent de leur situation déjà précaire.

L'inquiétude de la bourgeoisie ne peut que grandir surtout lorsqu'elle est consciente que dans la période de crise du capitalisme, il est plus jamais impossible d'"intégrer" ces jeunes : "Quand, malgré tous les handicaps, ils cherchent à s'intégrer dans la société du pays receveur, comment franchir les obstacles que sont la crise de l'emploi; la relégation à des travaux subalternes; la méfiance de certains employeurs vis-à-vis des jeunes et surtout des jeunes étrangers; une vie urbaine poussant à l'isolement et souvent à la délinquance?" (id.)

 ET LA REINSERTION ?

Alors, reste la "solution" miroitée par les bourgeoisies exportatrices de main-d'oeuvre à savoir la "réinsertion". Mais là également les experts bourgeois déchantent très vite : "Les adolescents et les jeunes adultes de la deuxième génération constituent, avec les femmes en général, les groupes qui présentent le plus de difficultés à se réinsérer dans le pays d'origine." (id.)

La bourgeoisie algérienne fait un grand tapage autour de son projet de "réinsertion" de "ses" ressortissants. Nous ne reviendrons pas sur la question dans tous ses aspects pour l'avoir déjà fait (2). Nous nous contenterons ici de citer ce qu'il avait déclaré à ce sujet un jeune immigré il y a un an : "Très peu ont réussi leur "réinsertion". Très peu sont restés vivre de leur propre gré en Algérie (...). Certains armés d'un diplôme ou d'une qualification professionnelle, ont réussi pleinement, mais soyons honnêtes, très peu sont ces derniers." (3)

(suite p.5)

(1) Chiffres cités dans un article de la *Revue Internationale du Travail* publié dans *Problèmes économiques* du 9/1/80.

(2) Voir l'article le mythe de la réinsertion dans *El-Oumami* n°2.

(3) Cité dans *La Voix des Travailleurs Algériens* n°7 fév. 79.

Contre les bandes de «frères musulmans», Pour l'organisation de l'auto-défense prolétarienne !

Les événements qui ont secoué l'Iran l'année dernière, le poids du clergé islamique dans ce pays et l'exagération du rôle des religieux comme Khomeiny et Cie par la presse bourgeoise internationale dans le but évident de reléguer à l'arrière-plan la lutte et les sacrifices des masses laborieuses iraniennes ont permis aux bandes de "frères musulmans" de reprendre du poil de la bête un peu partout dans le monde arabe.

Ces derniers mois ont vu se multiplier dans plusieurs villes d'Algérie les agressions des "frères musulmans" contre les jeunes qui ne sont pas beaucoup enthousiasmés par l'idéologie obscurantiste de ces tenants de l'Ordre islamique.

A Boumerdès, Kouba, El Harrach, Ben Aknoun dans la région algéroise plusieurs étudiants ont été agressés que ce soit à l'occasion de la projection d'un film jugé "immoral" ou à l'occasion d'une quelconque activité culturelle. Il est à noter que les jeunes filles sont particulièrement touchées par la recrudescence des agressions perpétrées par les bandes de FM. A O-

ran, ces sinistres défenseurs de l'Islam ont jeté sur des filles de l'esprit de sel.

Cette vague de répression para-légale ne fait dans la réalité que compléter les mesures prises par l'Etat bougeois lui-même : présence systématique et accrue des flics dans les rues, contrôles d'identité très fréquents, décision gouvernementale limitant la sortie des jeunes filles du territoire national. Tout cela au moment où le régime de Chadli vient de lever démocratiquement le contrôle que l'Etat faisait sur les Hadiths préchés dans les mosquées...

A travers la CNE/UNJA, les néo-staliniens du PAGES ont appelé bien évidemment à "mettre en échec la violence et ses partisans". Aux jeunes qui se font massacrer à coups de hache, de couteau et de chaînes à vélo ils disent : "il ne faut pas répondre à la provocation". Bref, ils se partagent le travail avec les flics et les FM : les uns désarment, les autres frappent.

Pour affronter l'offensive des FM, les trotskystes du GCR quant à eux se gardent bien de

la mettre en parallèle avec celle de l'Etat bourgeois lui-même et vont jusqu'à proposer : "la mobilisation de tous les étudiants, y compris les staliniens du PAGES" (Et-Taliaa n°3). Pour redorer leur blason terni aux yeux des éléments de plus en plus nombreux qui s'aperçoivent qu'il est indispensable de mener une lutte sans merci contre le PAGES, les trotskystes avec leur hypocrisie habituelle sont arrivés jusqu'à affirmer : "Ce n'est pas nous trotskystes qu'il faut convaincre du caractère contre-révolutionnaire de la stratégie stalinienne". (idem)

Alors, messieurs, vous faites maintenant le "front uni" avec des contre-révolutionnaires pour combattre d'autres contre-révolutionnaires ? Certes, les "volontaires" sont une chose et les FM une autre. Mais cela ne veut pas dire que le PAGES constitue pour le mouvement ouvrier un moindre mal si on le compare aux mouvements musulmans intégristes. Il s'agit de forces politiques également contre-révolutionnaires même si chacune d'entre elles assume des fonctions différentes

(suite p. 7)

IMMIGRATION

LA DEUXIEME GENERATION

(suite de la p.4)

L'impossibilité pratique de cette "réinsertion" est encore aggravée dans le cas des jeunes filles si l'on tient compte du poids de la famille musulmane en Algérie (mariage forcé etc...) par opposition au mode de vie en cours en France. A ce propos, le jeune immigré déclarait : "Certaines jeunes filles immigrées, contraintes de rester au pays pour qu'on les marie, en sont revenues. Pour ces filles, qui d'une manière ou d'une autre ont réussi à revenir en France ... , l'Algérie c'est fini pour longtemps." (id.)

Ajoutons à tout cela pour le cas des jeunes immigrés que la "réinsertion" en Algérie suppose l'accomplissement des deux années de "service national". Or, jusqu'à présent cela n'enthousiasme pas beaucoup les jeunes de la deuxième génération, surtout ceux qui ont eu l'occasion d'écouter le récit d'un "revenant".

En effet, le "racisme anti-immigrés" entretenu par la bourgeoisie algérienne surtout dans les casernes n'a rien à envier à celui dont sont victimes les prolétaires immigrés dans les métropoles impérialistes.

Voici comment un jeune O.S. aux Câbles de Lyon décrivait l'

expérience qu'il a vécu en Algérie durant la période de son "service national" : "Lors l'entrée, le problème était le langage. Je ne parle pas un mot d'arabe. J'ai retrouvé 800 émigrés qui ne parlaient pas non plus pour la grande majorité l'arabe. L'encadrement était mal fait. Des sergents qui ne parlaient pas le français. Est-ce que cela était fait exprès? Quand ils nous donnaient un ordre que nous ne comprenions pas, ils nous donnaient un coup" et le jeune prolétaire continue : "Je ne me voyais plus un militaire mais un esclave : des coups du matin au soir. On nous traitait de "sales émigrés" et "vous aviez la belle vie en France, mais maintenant ça va changer". (4)

UNE SEULE ISSUE

Telle est, dans ses grandes lignes, la situation des jeunes immigrés de la deuxième génération. En l'absence du mouvement ouvrier organisé, c'est une jeunesse prolétarienne livrée à elle-même. Mais son potentiel de révolte est formidable. Qu'on en juge par cet échantillon : "nous, ce qu'on demande, c'est simple, avoir une salle dans notre ensemble. Il faut pas dire qu'ils n'ont pas de sous, le maire cet E... est bourré de tunes. Ce qu'on demande, c'est une salle

où on puisse se réunir entre copains, voilà c'est tout. Nous on dérangerait pas les gens. Nous on a les nerfs en ce moment, on a envie de faire la révolution, de tout casser, de tout casser ... surtout les flics." (5)

Il est clair que la seule issue pour ces jeunes ne réside pas dans l'attente illusoire d'une "réinsertion", qui même si elle se réalise, ne peut répondre à aucun de leurs problèmes réels, ni dans l'illusion de s'en sortir au moyen de la débrouillardise individuelle que le capitalisme rend chaque jour davantage impossible. Elle réside dans la lutte collective contre la bourgeoisie et son Etat.

Contre la division que le capitalisme cherche à entretenir parmi les rangs du prolétariat, les jeunes prolétaires combattifs doivent lutter pour réaliser l'unité combattante de toute la classe ouvrière. C'est à cette condition que nous pourrions nous défendre efficacement et préparer la révolution qui devra renverser cet Ordre établi fondé sur la misère et les mensonges.

(4) Cité dans VTA n°9 avril 79.

(5) Les jeunes d'Alfort-Ville, cités par Sans-Frontières n° 1, du 20/11/79.

IMMIGRATION

Agitation universitaire contre l'expulsion des étudiants étrangers

Au début de l'année 80 un vaste mouvement de masse s'est déclenché dans plusieurs universités de province (Angers, Rennes, Nantes, Rouen, Poitiers, Grenoble, Brest) pour protester contre les expulsions d'étudiants étrangers et plus généralement contre les lois gouvernementales règlementant l'admission des étudiants étrangers en France. Des boycotts de cours et d'examens - 20 000 grévistes à Rouen seulement - ont eu lieu.

A Jussieu (Paris) le mouvement de grève a débuté le 10 mars. Les étudiants furent mobilisés pour l'abrogation des lois racistes Bonnet-Stoléru. En fin d'après-midi 600 étudiants se réunissent en A G où fut élu un comité de grève. Le 14 mars, Censier se met en grève et un essai de coordination entre cette dernière et Jussieu est tenté contre une bande fasciste de Censier. Une manifestation, regroupant plus de 5000 étudiants, et allant de la gare de l'Est à la gare St.Lazare agitait les slogans "abolition des lois racistes", "français-immigrés solidaires", "des slogans qui font appel au soutien de "toute la population". Le soir même, s'est tenue une réunion à Jussieu avec des délégués de province (Rouen, Poitiers, Rennes, Nantes) pour discuter des moyens à utiliser pour étendre le mouvement. Le 28 mars s'est tenue une réunion de la "coordination nationale du mouvement étudiant".

Au moment où la grève à Paris est limitée à Jussieu et Censier s'effectue l'occupation de la présidence de Paris VI pendant 2 jours. Les "communistes" de l'UEC (Union des Etudiants Communistes, PCF) réagirent rapidement et "condamnent la séquestration du président de Paris VI par (des) manipulateurs" (tract daté du 21/3/80).

A Censier au cours d'une A G, une proposition en faveur du principe de la liaison avec la lutte des travailleurs immigrés et celle des travailleurs des foyers en particulier, a été retenue à l'unanimité. La commission de soutien à la lutte des foyers s'est transformée depuis en comité de soutien qui a fait un travail de popularisation et de soutien à la lutte (affichage, collecte). Deux délégués du comité de coordination des foyers en lutte sont intervenus à l'A G.

A Grenoble, la lutte contre l'expulsion d'étudiants étrangers a pris une grande ampleur. Un comité de grève a été élu avec plusieurs commissions : information, animation, SO, relations extérieures, commission juridique. Une manifestation a eu lieu avec la participation de 12000 personnes. L'UNEF-US par exemple a saboté le mouvement

en prétendant qu'il est plus efficace d'aller manifester... à Paris ! Le personnel administratif de l'université a fait pour sa part une grève de soutien de 3 jours. Les travailleurs d'une tannerie en grève avec occupation ont contacté les étudiants pour se soutenir mutuellement et ont ainsi participé à la manifestation avec leur banderolle.

*

La circulaire du ministère de l'intérieur (n°77-524) contre laquelle se sont élevés les étudiants, n'est rien d'autre qu'un pas de plus franchi par l'Etat français pour légaliser le contrôle qu'il fait peser sur les étudiants étrangers.

Explicitement, ce texte vise à "aboutir à une diminution du nombre des étudiants étrangers", "améliorer la qualité du recrutement" et interdire aux étudiants étrangers de "se fixer en qualité de travailleurs salariés ou pour exercer toute autre profession" à la fin de leurs études.

Pour obtenir la carte de séjour l'étudiant devra effectuer une pré-inscription au service consulaire de son pays d'origine puis, en cas d'"avis favorable", présenter une attestation d'inscription provisoire et une "attestation de revenus" (ou attestation bancaire de 8000 à 15000 FF.) et effectuer un contrôle médical et un contrôle... au "fichier d'opposition" que les flics détiennent.

A cela s'ajoute le décret "Imbert" du 3/12/79 qui institue un examen obligatoire de langue française exigeant une préparation coûteuse (de 4000 à 6000 FF) pour tout étudiant étranger sollicitant une première inscription dans une université française. Ce décret soumet aussi à cet "examen" les étudiants étrangers déjà diplômés de l'enseignement supérieur français mais désireux de changer de filière.

Toutes ces conditions ne sont cependant pas suffisantes car il faut que "l'inscription n'apparaisse pas comme un prétexte pour se maintenir en France" ! (extrait de la circulaire Bonnet). De plus, selon le décret "Imbert" - qui prévoit en outre l'expulsion de 30000 étudiants - la prérogative d'examen des dossiers des étudiants étrangers n'est plus l'affaire des universités mais... de la fameuse "commission nationale". Ces bureaucrates sont certainement bien placés, avec l'aide des flics, pour apprécier les "bons" et les "mauvais" étudiants !

En fait toutes ces attaques discriminatoires ne sont pas nouvelles : elles ne font que mettre noir sur blanc les fameux "quotas" de 12,5% d'étudiants é-

trangers que chaque université ne doit pas dépasser car "l'arrivée massive de nouveaux étudiants étrangers risquerait, à terme, de mettre en cause le renom des universités françaises." (le président de l'université des sciences sociales de Grenoble au Monde du 26/5/78).

Il va sans dire que l'Etat français prend ces mesures discriminatoires afin de comprimer les effectifs à l'université qui, en la période actuelle de crise que traverse le capitalisme mondial, nécessite une stricte "rationalisation" surtout dans les filières "improductives" des Lettres et sciences humaines, qui sont précisément les plus fréquentées par les étrangers. D'autre part, et ce facteur est non moins important, sur les 105 000 étrangers la majorité (58%) vient du Maghreb, du Moyen-Orient et d'Afrique noire. Aussi, agissant la main dans la main avec l'impérialisme français, les bourgeoisies de ces pays - surtout maghrébines - ne veulent pas entretenir de "foyers d'opposition" à l'étranger.

C'est pour cela que l'Etat français veut directement se rendre compte par son ministère de l'intérieur de l'affluence des étudiants étrangers et pouvoir ainsi "trier" à son aise à l'aide de son "fichier d'opposition". On voit bien que l'Etat démocratique ne se gêne pas en période de crise d'agir "illégalement" et de "porter atteinte à l'inviolabilité de l'université" tant chantée sur différents airs.

Ainsi, le ministre des universités peut sans prendre des gants déclarer que "Les universités françaises recueillent le trop-plein du Tiers-Monde. Les étudiants étrangers viennent pour la plupart en France faire des études qui n'ont d'intérêt ni pour eux, ni pour leur pays." (Le Monde du 20/6/78)

Dans un pays impérialiste comme la France, les mesures discriminatoires prises à l'égard des étudiants étrangers prennent évidemment un relief particulier. Parallèlement à la prolétarianisation de certaines couches "moyennes", le capitalisme est poussé à étendre le contrôle et l'oppression qu'il fait peser sur les travailleurs immigrés à de larges fractions parmi les étudiants étrangers. Ceux parmi ces derniers qui veulent se battre vraiment contre les attaques dont ils sont victimes doivent s'appuyer sur ce fait pour se lier à la lutte de la classe ouvrière qui constitue la seule force sociale capable de s'affronter de manière conséquente à l'impérialisme parce que ses intérêts s'opposent de manière irréductible à ceux du capitalisme.

(suite p.19)

MAGHREB

POUR UNE RIPOSTE DE CLASSE I CONTRE LA REPRESSION BOURGEOISE ET IMPERIALISTE EN TUNISIE

Il n'a pas fallu plus de deux mois après la répression sanglante et l'intervention criminelle de l'impérialisme français à la suite des événements de Gafsa pour que la bourgeoisie tunisienne annonce le verdict du procès de ceux qui étaient impliqués dans cette "affaire".

En effet, pour le moins que l'on puisse dire la bourgeoisie a été expéditive : 15 condamnations à mort dont 2 par contumace, 10 condamnations aux travaux forcés à perpétuité, 5 condamnations à 20 ans de travaux forcés, etc.

Ce verdict ultra-sévère qui exprime la volonté de l'Etat bourgeois de réprimer par la force de l'exemple afin d'éviter une éventuelle explosion sociale n'a pas manqué évidemment de susciter l'indignation des démocrates de tout poil qui ont trouvé l'occasion idéale pour verser des larmes de crocodiles.

La préoccupation de tous ces démocrates - des bourgeois du MUP aux maoïstes pro-albanais en passant par les révisionnistes du PCT - a été de noyer l'exigence vitale de la défense des victimes de la répression bourgeoise dans les eaux troubles de la défense des "droits de l'homme", de la "démocratie en général" et autres mensonges.

Quand les révisionnistes du PCT font semblant de lutter pour l'annulation des sentences de mort prononcées par la cour de sûreté de l'Etat, c'est surtout parce que la non exécution de ces sentences "évitera d'aggraver la profonde crise sociale, politique et économique que traverse notre pays" (tract du 9/4/80). Bref, ces gens-là ne font que jouer le rôle de médecins de garde au chevet du capitalisme malade !

Le MUP qui avait condamné les actions armées de Gafsa s'indigne aujourd'hui hypocritement des "violations flagrantes des droits et des principes fondamentaux de la procédure pénale". Le groupe d'information et d'intervention anti-impérialiste (GIT) et le comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie (CIDVRT) condamnent... "le procès scandaleux" et "les conditions dans lesquelles se déroule ce procès qui constituent un défi aux droits les plus élémentaires de la défense" (tract d'appel au meeting du 26/3/80).

Ces messieurs veulent-ils nous faire croire qu'il existerait quelque part un procès "loyal" qui ne soit pas une manifestation de la violence sociale de la bourgeoisie ? En réalité ces gens-là font tout pour dévier les réactions saines de ceux qui veulent se solidariser réellement avec leurs frères de classe victimes de la répression bourgeoise vers le terrain stérile du droit et des pleurnicheries démocratiques qui n'ont jamais fait reculer d'un pouce l'appareil répressif de la bourgeoisie.

Dans l'immigration, les soi-disant "révolutionnaires" qui animent ces comités n'hésitent pas à appeler au "soutien" des forces social-impérialistes - comme le PC et le PS ainsi que les appareils syndicaux à leur botte - qui ont définitivement vendu leur âme à l'impérialisme français dont la responsabilité criminelle dans la répression sauvage qui sévit contre la classe ouvrière et les masses opprimées en Tunisie n'est plus à démontrer.

La véritable solidarité avec toutes les victimes de la répression bourgeoise consiste à préparer dès aujourd'hui la riposte ouvrière la plus large possible sur le terrain de la force, le terrain de classe. C'est sur ce terrain seulement qu'on pourra se défendre efficacement, venger nos frères de classe qui ont été pendus et arracher les autres des griffes de la bourgeoisie. Tout en forgeant patiemment notre union et notre organisation combattantes, indispensables pour en finir avec cette société. (1)

(1) Pour avoir une idée plus complète de ce que nous entendons par solidarité de classe avec les militants qui croupissent dans les geôles de la bourgeoisie ainsi que des conditions qui permettent de la rendre effective, voir notre article intitulé le besoin de la solidarité prolétarienne avec les victimes de la répression bourgeoise paru en français dans El-Oumami n°3 (mars 79) et en arabe dans El-Oumami n°6 (octobre 79).

les bandes de «frères musulmans»

(suite de la p. 5)

dans la lutte de classes. Les ouvriers et les jeunes qui veulent se battre contre le capitalisme n'ont pas à choisir entre ceux qui les fliquent et sabotent leurs luttes aujourd'hui et n'hésiteront pas à les mitrailler demain au nom de l'"édification nationale", et ceux qui veulent les envoyer en enfer au nom de l'Islam.

Contre cette racaille dont la véritable raison d'être est de s'attaquer au mouvement ouvrier et qui ne cache pas son hostilité viscérale pour le communisme, contre la répression légale de l'Etat bourgeois dans toutes ses manifestations, organisons l'auto-défense prolétarienne la plus large possible. Pour l'emploi de la violence prolétarienne et révolutionnaire !

Manifestations contre la répression bourgeoise

(suite de la p. 3)

Le 16 avril, c'est la grève générale en Kabylie : ouvriers, paysans, étudiants, lycéens et commerçants. Un "Comité Populaire de Coordination" a été mis sur pied. A l'heure où nous écrivons, une politisation certaine semble gagner le mouvement à la suite de l'évacuation par les forces de police du centre universitaire de Tizi, le 20 avril à l'aube. Le mouvement s'est en effet étendu depuis à toutes les universités algériennes. Des arrestations ont eu lieu à Batna, Oran, Sidi-Bel-Abbès...

Il est clair que la répression culturelle qui sévit en Algérie contre la langue berbère, mais aussi contre les modes d'expression en arabe populaire en général n'est qu'une manifestation de la répression bourgeoise qui vise à baillonner les masses opprimées. L'unification des rangs des prolétaires et

des exploités exige la lutte résolue contre les discriminations de toute nature.

- LIBERATION DE TOUTES LES PERSONNES ARRETEES !

- CESSATION DES POURSUITES ET DE TOUTES LES TRACASSERIES POLICIERES, FILATU RES, INTIMIDATIONS, ETC. !

- CONTRE L'"UNITE NATIONALE" QUI NE PEUT SIGNIFIER AUTRE CHOSE QUE L'UNITE DES EXPLOITEURS ET DES EXPLOITES, VIVE L'UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE ET DES MASSES OPPRIMEES PAR-DESSUS LES BARRIERES DE LANGUE !

- A BAS LA REPRESSION BOURGEOISE, Y COMPRIS DANS LE DOMAINE CULTUREL !

(Le manque de place nous oblige à renvoyer à notre prochain numéro la publication d'un article politique sur la question culturelle en Algérie).

*

La Gestion «Socialiste» des Entreprises en Algérie

UNE TENTATIVE D'EMBRIGADER LA CLASSE OUVRIERE

La phraséologie officielle en Algérie présente la gestion "socialiste" des entreprises comme un pilier du "socialisme national" aux couleurs arabo-islamiques. A la base de la G "S" E se trouve le mythe de l' "entreprise socialiste" soigneusement entretenu par la bourgeoisie algérienne.

LE MYTHE DE L' "ENTREPRISE SOCIALISTE"

Ce mythe repose sur le syllogisme suivant : "Si l'entreprise privée est caractérisée par une contradiction permanente entre les intérêts du patron et ceux des travailleurs, intérêts totalement divergents, dans l'entreprise socialiste, les intérêts des producteurs et ceux de l'Etat sont indissociables." (1)

Il est clair que du point de vue économique, le transfert des grands moyens de production aux mains de l'Etat ne change en rien le caractère bourgeois des rapports de production tant que ces derniers reposent sur l'exploitation du travail salarié dans le cadre d'une économie marchande. En effet, qu'est-ce que cela peut faire à un ouvrier, qu'il soit exploité par un patron "privé" ou par l'Etat-patron?

Le marxisme a déjà dit son mot sur la question : "Ni la transformation en sociétés par actions, ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la qualité de capital des forces productives. Pour les sociétés par actions, cela est évident. Et l'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre les empiétements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'Etat moderne, qu'elle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : L'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble." (2)

Nous laisserons de côté ici l'autre aspect mensonger que revêt la propagande bourgeoise en Algérie suivant lequel l'Etat serait le représentant et le défenseur des intérêts de toute la "collectivité nationale". Remarquons tout simplement au passage que les idéologues de la bourgeoisie algérienne ne font que rabâcher les vieilles prétentions des théoriciens du capitalisme

démolies plus d'une fois par le marxisme révolutionnaire.

Pour revenir aux "entreprises socialistes" en Algérie, le seul rappel des tâches que leur assigne la chartre de la G "S" E nous suffit pour montrer que dans les faits, elles ne diffèrent en rien d'une entreprise capitaliste "privée" telle qu'on la connaît : "Propriétés de la collectivité nationale, les entreprises socialistes disposent d'un patrimoine qu'elles doivent faire fructifier. celles de caractère économique ont pour rôle d'augmenter au maximum la productivité, d'améliorer constamment la qualité et de diminuer les coûts. Elles doivent contribuer au développement général du pays à la fois par leur propre production et par l'accumulation du capital et ce, dans le cadre d'une politique de stricte austérité." (3) Sous le socialisme, on chante des hymnes à l'accumulation du capital et à ... l'austérité !

LA G "S" E, POUR QUOI FAIRE ?

C'est donc pour aider les "entreprises socialistes" à remplir leur fonction que l'Etat a décrété la mise en place de l'organisation "socialiste" des entreprises en 1971. Nous ne pouvons sans doute pas trouver une meilleure définition des objectifs de la G "S" E que celle qui a été émise par le président de l'ATE (Assemblée des travailleurs de l'entreprise) de la SNERI : "Qu'est-ce que l'objectif de la GSE, sinon que le dialogue entre gestionnaires et élus doit servir à unir les rangs et mobiliser les travailleurs pour gagner la bataille de la production et de la gestion ?" (4)

Or, pour mobiliser les travailleurs dans la "bataille de la production", il faut un minimum de "paix sociale" que le syndicat national à lui seul ne peut assurer. La G "S" E a été donc conçue par l'Etat bourgeois pour remédier à cette carence. L'Etat veut faire du prolétaire un "producteur-gestionnaire" c'est-à-dire un prolétaire qui sanctionne volontairement son exploitation quotidienne en travaillant davantage et en se refusant tout esprit revendicatif.

Dans son discours au IV^e Congrès de l'UTA, Boumediène exprimait ainsi cette exigence bourgeoise : "La bataille que mène notre pays et notre révolution a besoin d'harmonie, de stabilité, en un mot elle a besoin d'une paix sociale permanente." (5)

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les structures auxquelles a donné lieu l'institution de la G "S" E que ce soit au niveau de l'unité de production (ATU) ou au niveau de l'entreprise (ATE) sont manifestement corporatistes et excluent de leurs prérogatives toute fonction se rapportant aux revendications matérielles des travailleurs.

En effet, l'Assemblée se prononce sur les aspects techniques, les comptes prévisionnels, le budget de l'entreprise, le bilan et les comptes d'exploitation et les résultats de manière consultative. Elle doit surtout débattre des moyens à employer pour atteindre les objectifs du plan de production. Bref, l'AT intervient comme un "facteur de rationalisation" de l'entreprise.

En dernière analyse, le "socialisme national" algérien assigne au prolétaire la fonction que lui donne n'importe quel bourgeois au monde ! "Le travailleur doit contribuer à l'accroissement de la production, de la productivité et à veiller à l'amélioration constante de la qualité et à la réalisation des objectifs du plan." (6)

L'ESCROQUERIE DES "BENEFICES"

Certains se posent à coup sûr la question au sujet des "bénéfices" dont disposeraient à la fin de chaque année les travailleurs des "entreprises socialistes". N'est-ce pas là le principal cheval de bataille de la bourgeoisie algérienne dans son entreprise visant à enchaîner les ouvriers au char de l'économie nationale ?

Pour mettre à nu l'escroquerie dont font preuve les propagandistes de l'Etat bourgeois

(suite p.9)

La Gestion «Socialiste» des Entreprises en Algérie

(suite de la p.8)

Il nous suffit de citer la déclaration d'un délégué de la SNCFA: "En trois ans d'intervalle, à effectif bloqué et avec le même matériel, et selon les chiffres du ministère, les travailleurs ont transporté deux millions de tonnes supplémentaires. Il n'y a pas eu de bénéfices financiers mais l'effort des travailleurs est palpable." (7)

Et pour cause. La plupart des "entreprises socialistes" qui font semblant de donner quelques miettes aux travailleurs à la fin de l'année ont un caractère commercial. Cela ne leur coûte donc rien. Elles n'ont qu'à répercuter leur marge bénéficiaire sur les produits qu'elles commercialisent. Par contre, les ouvriers salariés qui ont l'illusion d'avoir empoché des bénéfices et qui sont obligés d'acheter sur le marché de quoi survivre auront à rembourser les prétendus bénéfices puisqu'ils doivent payer maintenant en plus la différence existant entre le prix de base et le prix du marché. Quelle belle affaire!

Quant aux ouvriers des entreprises n'ayant pas enregistré de succès particuliers pour pouvoir distribuer quelques miettes, ils seront amenés à acheter ce dont ils ont besoin à un prix plus élevé au moment même où leur pouvoir d'achat se dégrade. Le système qui consiste à intéresser les ouvriers à la production au moyen de la distribution des prétendus bénéfices ne s'avère pas seulement une entreprise qui vise à entretenir la concurrence et la division dans les rangs des ouvriers mais encore une pression sociale plus forte sur les conditions de vie de la classe ouvrière.

DES INSTITUTIONS CORPORATISTES

La bourgeoisie ne se contente pas d'interdire la grève dans les "entreprises socialistes" et de bannir toute velléité revendicative. Elle impose le fait que les membres "élus" des AT soient des militants de l'UGTA depuis au moins un an. Le secrétaire de la section syndicale quant à lui est éligible à la présidence de l'AT. L'assemblée de travailleurs est en même temps le conseil syndical. Avec la G"S"SE la bourgeoisie arrive à faire disparaître de la scène sociale jusqu'à... l'apparence du syndicat! (8)

Par ailleurs, l'institution de la GSE permet à la bourgeoisie de se donner le moyen d'avoir à son service, outre la bureaucratie syndicale déjà constituée, une couche "aristocratique" parmi les travailleurs qu'elle aura réussi à intégrer dans

les rouages administratifs de l'entreprise. Le critère de sélection est à la fois économico-technique (productivisme oblige!) et surtout politique (cette fois-ci flicage oblige!)

"Les vastes prérogatives qui sont dévolues à l'assemblée exigent aussi de la part de ses membres, un engagement sans réserve, une très haute conception de l'intérêt public et un minimum de compréhension des problèmes (de gestion évidemment) à débattre." (9)

Mais cela n'a pas suffi à la bourgeoisie. En 1976, une circulaire du ministère de l'industrie datant du 28 juin a enjoint les cadres des "entreprises socialistes" de se syndiquer pour participer aux AT. L'utilisation du concept générique de "travailleur" permet à l'Etat d'escamoter les contradictions existant au sein des "entreprises publiques". A ce sujet, Boumediène disait: "Il ne peut y avoir deux collectifs de travailleurs au sein d'une même entreprise qui représenteraient séparément les travailleurs et les cadres." (10)

LA G"S"SE DANS LES FAITS

Les idéologues de la bourgeoisie avaient beau mentir. Les faits sont têtus. En 1975, c'est le HLN lui-même qui s'est cru obligé de reconnaître: "Il faut souligner que la première réaction des travailleurs fut de considérer le directeur comme un ennemi et de rentrer en conflit avec lui." (11)

Aujourd'hui, même des universitaires bourgeois sont contraints à montrer du doigt les évidences qu'ils ne peuvent plus cacher. Ils découvrent subitement quelle "principe collégial" est tempéré dans la pratique par le système hiérarchique. Ils reconnaissent que pour des raisons d'"efficacité" le processus de décision tend à éliminer les consultations au sein du conseil de direction auquel participe l'AT.

"L'intégration graduelle de tout ou partie des élus, dans certaines unités ou entreprises aux stratégies personnelles de certains dirigeants" (12) a engendré, conjointement à d'autres facteurs, un mouvement de distanciation entre les AT et la base ouvrière. La méfiance et dans certains cas les manifestations de colère de celle-ci sont qualifiées par nos professeurs d'"autonomisation du collectif des travailleurs" par rapport aux institutions de la "participation".

Il est clair que nos bourgeois ne s'inquiètent surtout que parce que "ce mouvement ascendant de récusation peut débou-

cher sur la forme ultime de protestation du collectif, l'appel à la grève qui consacre le divorce entre ces institutions de participation et les travailleurs." (13)

Quant à nous, communistes révolutionnaires, nous nous réjouissons de ce processus d'"autonomisation du collectif des travailleurs" par rapport aux institutions de la collaboration de classes mises sur pied par l'Etat bourgeois pour tenter d'embrigader la classe ouvrière. Nous travaillons justement pour hâter "le divorce entre ces institutions de participation et les travailleurs."

- (1) Charte de la GSE, p. 10.
- (2) Engels, Anti-Dühring, III^e partie, chap. II.
- (3) Charte de la GSE, p. 15.
- (4) El Moudjahid du 25/3/80.
- (5) El Moudjahid du 3/4/78.
- (6) Code de la GSE, art. 17.
- (7) El Moudjahid du 23/3/80.
- (8) C'est ainsi qu'à la II^e conférence nationale de la GSE tenue en 1975, les délégués dans leur grande majorité auraient souligné que "l'AT et le CS (conseil syndical) ne pouvaient être distingués, ayant la même composante humaine" et "qu'ils se réunissaient indifféremment en AT ou CS pour débattre franchement des mêmes problèmes" voir Mahfoud Ghezali, la participation des travailleurs à la gestion socialiste des entreprises, OPU, Alger 1977
- (9) Charte de la GSE, p. 11.
- (10) Discours du 12/11/1971.
- (11) Révolution Africaine du 28/11/75. L'organe du FLN ajoutait ceci: "En juillet 1974, lors de la Conférence nationale de la GSE on avait noté particulièrement l'existence de ce conflit au sein des entreprises." Mahfoud Ghezali, op. déjà cité.
- (12) idem, p. 95. Le mouvement d'"autonomisation du collectif des travailleurs" prend dans la pratique deux formes: premièrement il se manifeste par un retrait des travailleurs du syndicat identifié à juste titre aux organes de gestion. Deuxièmement, les ouvriers à la base se mettent à ignorer carrément les organes "représentatifs" mis en place dans le cadre de la GSE.

**LISEZ
LE PROLETAIRE
bimensuel**

L'UGTA AU SERVICE DE L'ETAT BOURGEOIS

"Quelques propositions de mesures sociales urgentes", tel est le titre d'un rapport présenté au début de l'été 79 au Premier ministre Abdelghani par "La Centrale syndicale, les fédérations, l'Union de wilaya et les unions territoriales d'Alger", rapporté dans "La Voix des Travailleurs Algériens", (n°13 nov.79)

Il faut dire que cette "initiative" a été précédée par d'importantes luttes ouvrières qui ont "poussé" l'UGTA à tirer "les enseignements du rythme de dégradation du pouvoir d'achat des travailleurs et des récents conflits sociaux".

Cet élan attesterait-il d'un quelconque changement de la politique de l'UGTA dans le sens de la défense des intérêts des travailleurs ? Pas du tout. Il suffit pour cela de lire cette "merveille" syndicale : "Aujourd'hui, il devient une exigence patriotique et révolutionnaire de prendre un train de mesures urgentes, qui ne manqueront pas de fouetter la mobilisation des travailleurs dans la bataille de la production et de la gestion." L'UGTA demande donc des "mesures urgentes" non point pour l'intérêt des travailleurs mais pour le succès de la "bataille de la production", c'est-à-dire pour

les bourgeois qui s'engraissent (à vue d'oeil) sur le dos des ouvriers.

C'est de pair avec l'Etat bourgeois et sa presse que l'UGTA tente par son ignoble et cynique phraséologie de rallier les travailleurs aux mots d'ordre productivistes au nom d'imaginaires "acquis" sociaux du régime Boumediène.

Mais, demandera le travailleur, y a-t-il une relation entre le salaire plus élevé que je revendique et la maximisation de la production et de la productivité ? Ai-je, comme on le répète partout et tout le temps, des "acquis" à défendre ?

En réalité, parler aujourd'hui d'"acquis" pour les travailleurs algériens c'est leur cracher sur la figure. Depuis plusieurs années la bourgeoisie ne cesse de crier au triomphalisme et de se féliciter cyniquement de "ses" réalisations industrielles. Mais qui construit les usines, les bâtiments, les routes ? Et qui empêche les profits ?

La bourgeoisie se félicite aussi cyniquement du fait que son taux d'investissement est l'un des plus élevés au monde. Mais cela n'empêche pas que les masses algériennes soient rangées parmi les plus mal nourries dans le monde ! A El Hadjar, qui n'est certainement pas la seule, la production d'acier du mois d'avril 1979 a atteint près de 100% (!) des capacités de production; mais cela a-t-il empêché le fait que les logements construits autour de la zone industrielle d'Annaba soient distribués exclusivement aux cadres ?

A côté des 2000 -oui, deux mille !- milliardaires algériens, on compte plus de 2 millions de chômeurs (sans compter le million qui est en France) c'est-à-dire près du dixième de la population ! D'un côté les bourgeois achètent des hôtels en France et "placent" des devises dans des coffres en Suisse, et de l'autre on bloque les salaires, on loue des "appartements" de 2 pièces à.. 600 et 800 dinars et on envoie les flics dans les quartiers populaires emmerder les jeunes prolétaires.

On le voit donc clairement, il n'y a et il ne peut y avoir aucun rapport entre l'augmentation de la production et l'amélioration des conditions des travailleurs. Il y a une dizaine d'années, Boumediène demandait aux travailleurs de produire et patienter jusqu'en 80, et leurs conditions seraient nettement améliorées. Aujourd'hui, les ministres s'accordent pour dire qu'il faut trimer encore jusqu'en 90, sinon jusqu'à l'an 2000 pour voir les conditions sociales des travailleurs s'améliorer!

Alors que peuvent bien attendre les masses travailleuses du développement de l'économie nationale sinon davantage de misère. On l'a bien vu ces dernières années, le langage démagogique a fait son temps et les travailleurs ont repris, bien que de manière sporadique, le chemin de la lutte de classe, en utilisant partout la méthode élémentaire de notre classe qu'est la grève.

Ils ont emprunté cette voie parce qu'ils ont vu dans les faits que leurs intérêts et ceux des bourgeois sont inconciliables. Ils ont vu que plus ils produisaient, plus ils créaient de richesses et moins ils recevaient.

L'UGTA quant à elle ne peut que condamner l'action de la classe ouvrière : "il est vrai qu'aujourd'hui le recours à la grève peut ne pas être la forme la plus opportune pour les travailleurs (tiens?) et la Révolution." Il est logique de faire pareille déclaration quand on a pour fonction d'enchaîner les travailleurs au char de l'économie nationale. L'UGTA n'existe que pour remplir cette fonction et aucune autre. La clique Benikous n'a-t-elle pas été évincée pour n'avoir pas pu contenir les mouvements de grève de l'été 77 ?

C'est par peur donc de perdre leur place que les bureaucrates syndicaux prennent leur "courage" à deux mains pour quémander quelques miettes : il est clair qu'on n'a pas besoin de faire une grève pour revendiquer "l'étalement des 44 heures sur une semaine de 5 jours" que la bourgeoisie peut accorder sans la moindre perte.

Quand on a, comme ces bureaucrates, pour fonction de ligoter la classe ouvrière on ne peut qu'avoir la trouille devant les incendies que peut allumer son action.

C'est pourquoi la défense de notre pouvoir d'achat exige la lutte sans merci contre les patrons "publics" et "privés" mais aussi contre leurs serviteurs que sont les bureaucrates de l'UGTA.

A NOS LECTEURS

Lecteurs habitant en France, mais surtout dans les pays du Maghreb, où la circulation de l'information est difficile, donnez les nouvelles de la vie et des luttes de notre classe ! Devenez correspondants du bulletin !

**Soutenez la presse
du Parti !
Abonnez-vous !**

**programme
communiste**

el programa comunista

kommunistisches programm

communist program

*

il programma comunista

le prolétaire

El Comunista

EL PROLETARIO

el-oumami

Proletarier

*

MAROC: quinze ans après les événements du 23 mars 1965

Quinze années se sont écoulées depuis les émeutes populaires qui avaient secoué les principales villes au Maroc. Les événements du 23 mars 1965 avaient constitué le point culminant de la colère populaire à l'époque. Les conditions sociales insupportables que supposait le processus d'expropriation et d'accumulation capitaliste du début des années 60 ne pouvaient qu'attiser cette colère.

En effet, la récupération des terres qui étaient auparavant entre les mains des colons au lendemain de l'indépendance a permis à l'Etat d'orienter de grands investissements vers l'agriculture. La construction de barrages et les grands travaux d'irrigation ont été pour lui l'occasion d'asseoir sa mainmise sur les campagnes, ce qui permettait l'émergence et la consolidation d'une bourgeoisie agraire liée par mille fils au pouvoir politique en place.

Inutile de souligner que les paysans pauvres ont été de ce fait privés des terres récupérées auprès des colons. Au contraire, l'indemnisation de ceux-ci et le coût élevé des investissements engagés par l'Etat ont poussé ce dernier à accroître la pression qu'il fait peser sur la paysannerie en touchant principalement les petits fellahs par le biais par exemple de l'augmentation des impôts directs et indirects. Pire, au nom de la politique de "remembrement des terres" l'Etat a accéléré le processus d'expropriation de la petite paysannerie. L'exode rural qui en résulte est considérable. En 1960, 27% de la population active masculine (les statistiques officielles ne comptent évidemment pas les femmes) étaient sans travail.

L'année 1964 a été particulièrement dure pour les classes laborieuses. A la hausse vertigineuse du coût de la vie (le prix du sucre avait doublé à l'époque) correspondait un blocage des salaires. En octobre de la même année 10 000 ouvriers ont été licenciés à Casablanca. Les autres aspects de la vie des masses n'étaient mieux lotis. C'est ainsi que 50% des enfants d'âge scolaire ne trouvaient pas de place à l'école.

Face à la dégradation de la situation sociale des travailleurs, l'Etat se blindait pour se prémunir contre une éventuelle explosion populaire. Des Brigades Légères (sic!) de Sécurité (BLS) ont été mises sur pied en vue de la répression des luttes urbaines. La situation sociale étant explosive, la bourgeoisie et l'impérialisme avaient senti le besoin d'un Etat fort. L'expérience du jeu politique et parlementaire en vertu de laquelle l'"opposition" officielle avait participé au gouvernement jusqu'au début des années 60 a été mise en veilleuse. C'était l'heure de l'offensive même contre les soi-disant "progressistes" style Ben Barka qui n'avaient pas hésité à offrir leurs services à la monarchie quelques années plus tôt.

La réaction des masses ne s'était pas faite attendre malgré l'absence de cadres organisés et l'enlèvement de tous les partis politiques existants dans le jeu parlementaire et la "légalité constitutionnelle". Le 22 mars

1965, c'est la manifestation des élèves contre le décret du 19/2/65 limitant l'accès au second cycle de l'enseignement secondaire; il y eut des arrestations ce jour-là. Le 23 mars, les lycéens installent des barricades à Casablanca. Les ouvriers licenciés et les parents d'élèves pour la plupart des travailleurs descendent dans la rue et se solidarisent avec les lycéens.

Les manifestants attaquent la prison centrale, les banques et les commissariats, brûlent les voitures de police etc... L'Etat recourt à son armée comme le fait tout Etat bourgeois en pareille occasion. Des hélicoptères équipés de mitrailleuses tirent sur les manifestants. Le bilan de deux journées d'affrontements à Casablanca: 1 000 tués, des centaines de blessés sans parler des arrestations. Les manifestations se sont étendues tout naturellement à d'autres villes comme Fès et Marrakech.

Ce n'est que le mercredi 27 mars que l'UMT (Union Marocaine du Travail) s'est décidée à lancer un mot d'ordre de grève générale de 24 heures sur lequel elle est revenue le jour même à 11h. pour le remplacer par un mot d'ordre de grèves localisées et tournantes... Quant aux partis d'"opposition", la meilleure preuve de leur passage dans le camp de la bourgeoisie et de la monarchie c'est que les autorités elles-mêmes ne les ont nullement mis

en cause à l'occasion de ces événements.

Quinze ans après les manifestations du 23 mars 1965, il n'est pas difficile de constater que les facteurs objectifs qui ont été à l'origine de la magnifique explosion populaire demeurent tels quels. L'enlèvement du régime dans le borborygme sahraoui et la crise économique et sociale que cela entraîne ne feront que rendre encore plus explosive la situation générale au Maroc.

Parallèlement, les partis "progressistes" qui prétendent représenter les masses ont évolué dans un sens toujours plus contre-révolutionnaire comme cela est attesté par l'attitude qu'ils ont prise dans la question du Sahara Occidental. De l'autre côté, "l'extrême-gauche", et principalement l'organisation "23 mars", a prouvé ces dernières années son incapacité à rompre avec la politique social-chauvine de l'"opposition" officielle qui sert directement les intérêts de la bourgeoisie marocaine et de l'impérialisme.

*

C'est dire l'urgence de l'implantation et du renforcement du Parti de classe révolutionnaire dans une région où l'on doit s'attendre prochainement à des secousses sociales d'une ampleur qui dépasse certainement celle des événements du 23 mars 1965.

FLASH SUR LA SITUATION EN ALGÉRIE.

Voici comment une lectrice algérienne nous décrivait la situation à Alger dans une lettre datant du 2/4/80 dont nous reproduisons ces extraits:

"(...)La situation sociale est critique, le climat de mécontentement général: paupérisation croissante des masses travailleuses causée par une grave détérioration de leurs conditions matérielles de vie, démographie galopante (nombre ahurissant des enfants en très bas âge livrés aux dangers de la rue), une jeunesse inactive dont une partie, quand elle n'est pas acculée à émigrer, poussée par le paroxysme d'un "raz-le-bol" généralisé, se trouve récupérée par la vague de fanatisme religieux orchestrée par les frères musulmans qui désormais font figure de flics spirituels (et pour comble se croient promus pour ce rôle), ajoutant ainsi à l'oppression sociale une oppression religieuse...

Dans leur course éfrénée au "magot", la racaille sociale au pouvoir, les sangsues n'hésitent pas à s'ériger cyniquement en "éducateurs". Il ne suffit plus de payer des salaires minables, encore faut-il que le processus d'accumulation capitaliste ne souffre pas de destabilisation ni de troubles sociaux quelconques. Pour cela l'"éducation" de la masse au "civisme" et aux "bonnes manières" s'impose pour les bourgeois comme une obligation impérative. Le choix du moyen ne se pose pas. Il est classique chez la bourgeoisie: il faut lâcher les chiens. Les flics sillonnent les rues d'Alger, à longueur de journée, la trique à la main.

Les marchés sont déserts, les rares denrées que l'on trouve affichent des prix exorbitants que le pouvoir d'achat d'un ouvrier ne peut arriver à couvrir. L'indice général des prix connaît des augmentations alarmantes. Les pénuries s'ajoutent aux pénuries: pénuries d'eau, de médicaments etc(...)

AUSTERITE ET REPRESSION EN ALGERIE

(suite de la p.1)

plus élevé si l'on se place exclusivement du point de vue des familles ouvrières. Selon l'UGTA, de juin 1978 à juin 1979, les prix des produits de consommation courante ont augmenté de 22%. L'année 1979 s'est achevée en effet avec un taux général d'inflation de 18%. La situation est telle qu'en décembre 1979, l'organe central de l'UNJA pouvait écrire : *"La flambée s'accroissant ces derniers temps le pouvoir d'achat s'effiloche d'autant, si bien que joindre les deux bouts" sans casser la corde n'est plus possible.* (L'Unité, n° 74).

La bourgeoisie algérienne n'hésite pas à prendre des mesures démagogiques surtout à la suite des luttes ouvrières pour mieux les contenir quand elle est incapable de les éviter. C'est ainsi qu'elle a relevé en 1978 le SMIG à 800 dinars et récemment institué un SNMG (salaire national minimum garanti) qui a permis d'égaliser le salaire agricole minimum avec celui qui est en vigueur dans l'industrie.

Qu'en est-il dans la réalité? Le développement capitaliste de ces dernières années surtout depuis le lancement du plan triennal en 1969 a-t-il signifié pour les masses une amélioration quelconque de leur condition sociale? Dans un document intitulé *"Le problème des salaires : remarques et propositions"* datant de juin 1977, le ministère du travail et de la formation professionnelle avait ceci : *"A bien des égards, la situation en matière de salaires s'est aggravée au cours des dernières années... Les disparités se sont approfondies."* Nous pouvons encore lire dans la même étude ceci : *"Les milliers de vacataires et de travailleurs sont sous-payés, même dans le secteur public."*

En effet, si l'on prend seulement le secteur des hydrocarbures, on verra que le salaire varie d'un rapport de 1 à 18,4. Dans le secteur public pris globalement, un technicien supérieur est payé en moyenne 3287DA par mois tandis que l'ouvrier non qualifié touche 942DA. Soit une disparité de ... 2345DA ! Celle-ci est encore plus grande si l'on se place d'un point de vue social global. C'est ainsi que le salaire d'un technicien supérieur dans le secteur du bâtiment et des travaux publics atteint 5876DA alors que l'ouvrier sans qualification dans l'industrie de l'alimentation ne perçoit guère plus de... 776DA, c'est-à-dire moins que le SNMG ! La disparité atteint ici... 5100DA, soit 6 (six) fois le SNMG.

Cette situation a été évidemment à l'origine des luttes sociales qui ont eu lieu ces dernières années : dockers, cheminots, postiers, SONITEX, SONACOME, etc. Mais plus généralement

les travailleurs réagissent à la détérioration de leur pouvoir d'achat par une "désaffectation" vis-à-vis de la production. Les bourgeois qui s'enrichissent sur le dos de la classe ouvrière n'hésitent pas à entrer périodiquement en guerre contre ce qu'ils appellent l'"absentéisme" ... des travailleurs.

En période de crise, la bourgeoisie est poussée évidemment à accroître la pression économique et sociale qu'elle fait peser sur la classe ouvrière. C'est ainsi qu'en attendant la mise en application du fameux *statut général du travailleur*, le gouvernement vient de promulguer un décret portant *"institution de la régulation économique des salaires"*.

Le quotidien national *El-Moudjahid* (du 29/2 et 1/3/80) explique que cette mesure "constitue également un élément visant à mettre plus de rigueur et le maximum d'objectivité dans la sanction de la production et de la productivité. A titre d'exemple, un rendement de 80 pour cent des objectifs ne donne lieu à aucun versement quant à la prime de rendement collectif, tandis qu'un rendement de 120 pour cent donne droit à une prime de 30 pour cent du salaire mensuel. Par contre une productivité de moins de 60 pour cent sera sanctionnée par une pénalité diminuant de 5 pour cent le salaire mensuel."

Les patrons n'ont pas attendu ce décret pour passer à l'action. A la COPEMAD-Construction, la direction générale a pris une sanction contre les travailleurs du chantier de la cité des Anna

gers en leur enlevant une journée de salaire. On aura une idée du cynisme des bourgeois lorsqu'on sait que dans le secteur du bâtiment, il y a eu depuis 1975... 475 accidents de travail mortels. A la SONACOME-CIMOTRA de Constantine, la direction a décidé de licencier 300 ouvriers à la suite d'une AG des 3600 travailleurs de l'usine qui exigeaient le "renouvellement" de l'ATU.

Pour avoir une image du climat qui règne dans les usines, notons que l'UGTA dont le rôle de police sociale n'échappe à personne, vient dans un document datant de l'été 79 de priver l'Etat d'instaurer *"un climat de sécurité dans les lieux de travail, en évitant toutes les formes de menaces et d'humiliations à l'encontre des travailleurs."*

L'Etat bourgeois a évidemment répondu sur le champ en créant les *"cellules d'entreprises du FLN"* qui ne sont finalement qu'un instrument de plus pour fliquer et réprimer les ouvriers.

Austérité, menaces, humiliations, insécurité : voilà les traits les plus caractéristiques du "socialisme" que nos bourgeois et petit-bourgeois veulent nous construire. Il s'agit grossièrement d'un "socialisme" qui ne diffère en rien du capitalisme réel. Pour se défendre aujourd'hui et s'émanciper demain, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de le combattre en s'organisant sur la base de leurs *intérêts de classe*.

Le statut général du travailleur

Il nous suffira de citer quelques articles du texte de loi portant sur le statut général du travailleur en Algérie pour montrer que ce que l'APN avait ratifié n'est en fin de compte qu'une énième pièce dans l'arsenal juridique bourgeois et même un règlement de fabrique capitaliste sans originalité !

Art 7 : "Le travailleur doit accomplir, sans relâche aucune, dans le respect de la discipline et des instructions de la hiérarchie avec le maximum de conscience et d'efficacité et au mieux de ses capacités productives et créatrices toutes les tâches inhérentes au poste qu'il occupe en ayant le souci constant d'améliorer la qualité de son travail et d'augmenter la productivité et la production."

Art 125 : "La prime ou pénalité de rendement est destinée à sanctionner le rendement individuel du travailleur. Par l'effet de la prime ou pénalité de rendement individuel, le salaire de poste augmente ou diminue avec le rendement individuel dans les limites fixées par le décret."

Art 170 : "Lorsque des raisons économiques valables le justifient, l'organisme employeur peut procéder à une compression des effectifs."

Art 182 : "Toute forme d'entrave au travail, à la liberté du travail ou à la production (c'est-à-dire la grève, NDR) est punie par la loi dans les conditions fixées au code pénal."

Ce qu'en pensent les vendus du PAGES :

"Ce projet vise à réglementer les rapports de travail, à créer un cadre juridique rénové de nature à contribuer à la croissance de la productivité et à l'efficacité accrue de la production sociale, à assurer l'amélioration continue et progressive des conditions de travail et de vie des travailleurs." (*Révolution Socialiste*, n° de février 1978).

Nos lecteurs n'ont qu'à confronter le commentaire des staliniens du PAGES avec les quelques extraits que nous avons reproduit du statut du travailleur pour s'apercevoir, s'il en est encore besoin, que le PAGES n'est ni plus ni moins qu'un parti au service de la bourgeoisie puisqu'il n'hésite pas à présenter comme "progressistes" des lois dont le caractère anti-ouvrier saute aux yeux.

Le Zimbabwe otage de l'impérialisme

Dans un passé encore proche, la politique de Washington et de Londres en Afrique australe était d'appuyer à fond les régimes racistes en place. Par la suite, les dangers conjugués que représentent une escalade de la guerre raciale dans la région, la radicalisation de la guérilla, le renforcement de l'influence soviétique dans cette partie de l'Afrique vitale pour l'Occident et, à long terme, un effondrement complet de la domination blanche en Afrique du Sud les ont amenés à se rapprocher de façon prudente mais décisive des organisations nationalistes du Zimbabwe-Rhodésie, mais aussi de Namibie et d'Afrique du Sud.

Les canaux essentiels pour arriver à cet objectif ont été les Etats noirs plus ou moins directement concernés par la situation en Afrique australe, à commencer par les Etats dits de la "ligne de front" : Angola, Mozambique, Zambie, Tanzanie et Botswana.

C'est ainsi qu'en septembre 79 lors de la conférence du Commonwealth tenue à Lusaka, les puissances impérialistes qui soutenaient jusque-là le gouvernement raciste de Salisbury puis celui de Iuzorewa qui lui a succédé ont pris une position plus conciliante à l'égard du Front Patriotique de N'komo et Mugabe pour faire participer ces derniers à un règlement constitutionnel qui, tout en continuant à sauvegarder les intérêts de la minorité blanche, rende moins grossière la situation de suprématie absolue des blancs et permette de ce fait d'éteindre les flammes de la révolte noire.

Si l'impérialisme occidental (comme d'ailleurs celui de l'Est) veut assurer une influence plus grande en Afrique australe, ce n'est pas parce qu'il craint un prétendu extrémisme du Front Patriotique. Ce qu'il craint, c'est la situation de fermentation sociale aiguë causée dans cette région par la misère atroce que connaît la population paysanne expropriée par les colonisateurs blancs, et par l'exploitation terrible à laquelle les masses prolétariennes et semi-prolétariennes urbanisées sont soumises par le grand capital.

Ce problème social, qui est déjà explosif en soi, est rendu encore plus épineux par le fait qu'il est étroitement lié à un problème politique. En effet l'impérialisme occidental redoute la destruction des deux Etats racistes de la région et leur remplacement par une république - ou une confédération de républiques - noire (cette république serait certes une république bourgeoise, mais elle déblayerait le terrain pour le développement plein et radical de la lutte de classe là où celle-ci est encore masquée et comprimée par l'existence d'antagonismes raciaux d'une extrême violence).

Aucune des organisations nationalistes n'est évidemment en

mesure d'apporter une solution conséquente et donc révolutionnaire à ces deux problèmes, le problème social et le problème politique.

La confirmation de cela nous est donnée aujourd'hui par les déclarations de Mugabe au lendemain du scrutin qui a assuré une victoire écrasante à son parti. Il a lancé un appel à la réconciliation nationale; Mugabe fera une place aux blancs dans le nouveau gouvernement du Zimbabwe. Il a appelé à ce même gouvernement son rival N'komo qui est encore plus modéré que lui. Il a confié au général Walls, qui était le chef des forces de sécurité du régime précédent, le soin de constituer la nouvelle armée rhodésienne. La réforme agraire a été renvoyée aux calendes grecques et, pour que ce soit bien sûr, le ministère de l'agriculture a été confié à un colon blanc. Mugabe a même décidé qu'il n'était pas question que le nouvel Etat apporte une aide aux mouvements qui luttent contre l'Apartheid en Afrique du Sud.

L'impérialisme britannique et tout l'ordre établi international se félicitent. Tout ce beau monde n'a pas ménagé ses

efforts pour briser le front de la révolte noire en Afrique australe et, finalement, amener à composer la fraction la plus radicale de la guérilla rhodésienne.

La manoeuvre a jusqu'ici réussi. Mais jusqu'à quand ? Jusqu'à quand en effet, après l'ivresse de la victoire de la revendication "un homme, une voix", les masses exploitées qui l'ont conquise par la force des armes et dont il n'est pas dit qu'elles se laissent désarmer sans réagir, supporteront-elles que le suffrage universel et le "pouvoir noir", auquel participent les notables et la petite bourgeoisie noire respectent des rapports politiques et sociaux qui se perpétuent au service de l'impérialisme et de l'Afrique du Sud ?

Ce qui a manqué et manque aux masses opprimées noires de l'Afrique australe, en butte à un ennemi puissamment armé et à la sainte alliance impérialiste, c'est que la politique criminelle des métropoles blanches et de leur relais local, l'Etat sud-africain, soient paralysées par la lutte du prolétariat international et surtout métropolitain.

Tchad, Mali...

Impérialisme français hors d'Afrique !

● TCHAD. L'équilibre entre les différentes forces qui se partagent le contrôle du pays, ou plutôt la protection de l'impérialisme français sur le territoire du Tchad a été une nouvelle fois rompu. Les combats qui font rage à N'Djamena ont déjà fait, semble-t-il, des milliers de morts.

Officiellement, les 1.100 militaires français ne sont là que pour servir d'arbitre entre les factions et « favoriser la paix » : le dépècement de ce pays mettrait, par là-même, aux prises directes le Nigéria, la Libye, le Soudan et l'Egypte, mettant le feu à une région qui compte plus du tiers de la population totale de l'Afrique. Naturellement, les richesses de la région et la place stratégique du Tchad situé à côté du Centrafrique et du Niger riches en uranium, ces « gages de l'indépendance » de... la France, n'auraient rien à voir là-dedans !

● MALI. Le régime de Moussa Traoré doit faire face à une agitation universitaire d'importance. Pour la matière, sévère répression, tortures, assassinats, massacres, rien n'y manque. Cela rappelle curieusement l'ambiance centrafricaine du début 79.

Mais qu'est-ce que le Mali ? Un pays du Sahel, situé notamment entre la Mauritanie, le Sénégal et le Niger, un pays où plus de six millions d'habitants, donc plus de 85 % de la population sont supposés « vivre » de l'agriculture et de l'élevage, alors qu'ils sont en réalité victimes de la sécheresse et de la famine. La production alimentaire par habitant y est en régression constante (71 % en 1976 par rapport à la moyenne des années 1961-1965). Mais le coton et l'arachide, les seules richesses exportables du pays, se vendent toujours, que diable !

Le pays a bien tenté de prendre quelque recul par rapport à l'impérialisme français, mais il a dû rapidement s'avouer vaincu : les importations en provenance de France, tombées en 1965 à 21 % des importations totales sont remontées en 1976 à 50 %. Une des seules usines du pays reste, après « nationalisation », à 52 % dans les mains d'Agache-Wilbot.

Est-il besoin de dire que les luttes sociales dans ce pays comme chez ses voisins sont également dirigées contre l'impérialisme français ?

Parti révolutionnaire et luttes économiques

La question des rapports entre le parti et les luttes économiques est inséparable de la nature et de la fonction du parti lui-même, qui est le parti de l'insurrection armée et de la *dictature prolétarienne*.

L'insurrection et la dictature sont les étapes nécessaires et les plus *décisives* de la lutte révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie; elles constituent les *principes fondamentaux* qui doivent guider partout et *toujours* la continuité du parti, ses manifestations politiques, organisatives et tactiques, aux antipodes de la formule de Bernstein faisant des « conquêtes » contingentes la raison d'être du parti prolétarien.

Sans un parti organisé et éprouvé dans la lutte, poursuivant des buts clairement définis et ayant un programme précis, avec une centralisation et une discipline rigoureuses, exerçant résolument la dictature, il serait impossible de conduire avec succès la lutte révolutionnaire, de combattre efficacement l'énorme puissance encore vivante de la bourgeoisie intérieure et extérieure, de résister à l'influence corruptrice et désagrégatrice que la petite bourgeoisie fait constamment pénétrer dans les rangs ouvriers, et d'entreprendre la destruction de la vieille société.

Il en va de même de l'insurrection, qui doit être planifiée, coordonnée et conduite par *l'organisation professionnelle de la révolution*, née pour l'accomplissement de ces tâches, auxquelles elle doit se préparer avec la conscience d'affronter un ennemi ayant non seulement les moyens les plus puissants de défense et d'attaque, mais encore l'expérience la plus riche de domination politique, nourrie d'abord par sa propre lutte révolutionnaire contre le féodalisme, ensuite par son combat séculaire contre le prolétariat, et encore renforcée par la désertion des partis et des chefs ayant des racines dans la classe ouvrière et qui se mettent au service de la classe ennemie.

Dans ces conditions, toute vision *fataliste*, qui présenterait comme résultats spontanés des faits eux-

mêmes la préparation révolutionnaire, l'insurrection et la dictature, relève du renoncement à la révolution.

C'est au nom de ces besoins supérieurs que le parti exige la plus haute centralisation dans ses rangs, qu'il condamne le fatalisme dans les questions d'organisation et le fédéralisme dans chacun des aspects de son activité organique. Seule la compacité organisationnelle des communistes permettra à l'avant-garde de la classe de diriger l'ensemble du prolétariat.

Toujours au nom de ces principes, le mouvement communiste combat le fatalisme à l'égard de la formation du parti lui-même: celui-ci doit affronter la période révolutionnaire *déjà* préparé sur le plan doctrinal, programmatique et tactique, *déjà* forgé sur le plan organisationnel et *déjà* éprouvé avant la guerre des classes. L'éclosion spontanée de chefs surgis des masses au cours de la révolution, qui est un phénomène réel et nécessaire, ne peut être efficacement exploitée que par l'action dirigeante et centralisatrice du parti, qui donne à tout le mouvement l'unité solidement orientée vers la réalisation des grandes tâches révolutionnaires.

Seule l'action de l'avant-garde communiste peut conduire à la victoire la lutte de millions et de millions de prolétaires. La Gauche l'avait dit de la façon la plus lapidaire: *le parti peut attendre les masses; les masses ne peuvent pas attendre le parti*. Sans un parti bolchevik capable d'opposer à la stratégie contre-révolutionnaire de la bourgeoisie sa propre stratégie nourrie par toute l'expérience historique internationale du mouvement ouvrier; sans un parti capable aussi bien de retenir les masses en juillet 1917 que d'organiser et de déclencher l'insurrection en octobre, la lutte des masses révolutionnaires russes se serait volatilisée comme un gaz non capté, dans un bain de sang comme celui dont l'Allemagne a donné l'exemple en 1919.

puyaient au prix de leur vie. Sans le soutien énergique des syndicats, dirigés d'ailleurs par les bolcheviks, sans leur collaboration étroite à la politique économique et même militaire du pouvoir soviétique établie par le parti, la dictature n'aurait pu tenir deux mois et demi (Lénine).

L'insurrection victorieuse ne serait pas non plus possible sans la conquête préalable par le parti d'une influence et d'un soutien *actif* des masses combattantes qui ont l'intuition, à ces moments culminants de la lutte, que l'insurrection et la dictature sont les voies obligatoires de leur émancipation, et qui réalisent les plus grands sacrifices pour l'imposer.

Aussi bien avant qu'après la révolution, le parti sera toujours *une minorité de la classe*. Mais précisément pour cela la préparation révolutionnaire et la révolution elle-même exigent l'extension de son influence dans le prolétariat. C'est une tâche toujours à l'ordre du jour, même après la conquête du pouvoir, lorsque le parti peut utiliser l'appareil d'Etat et l'expropriation de la bourgeoisie pour élargir son influence sur les plus vastes couches d'exploités.

Bien loin de trotter derrière les préjugés réactionnaires des masses, il s'agit et il s'agira de *gagner les prolétaires poussés au combat* sur les multiples fronts des antagonismes de classe aux *principes* du mouvement communiste, et donc à la direction combattante du parti qui est orienté par ces principes.

L'extension de cette influence ne peut se réaliser par la seule propagande et le seul prosélytisme, mais par la participation aux luttes ouvrières, qui est aussi un travail de conquête et d'organisation:

« A travers les actions pour des revendications partielles [d'ordre économique ou d'ordre social et politique], le parti communiste établit un contact avec la masse qui lui permet de faire de nouveaux prosélytes: en complétant par sa propagande les leçons de l'expérience, le parti s'attire la sympathie et la popularité et fait naître autour de lui tout un réseau organisationnel plus vaste, relié d'une part aux couches les plus profondes des masses, d'autre part au centre dirigeant du parti lui-même. C'est ainsi que se prépare la discipline unitaire de la classe. Cela s'obtient par le noyautage systématique des syndicats, des coopératives, et de toutes les formes d'organisation ayant pour but la défense des intérêts de la classe ouvrière. Des réseaux d'organisations analogues doivent naître dès que possible dans tous les domaines de l'activité

L'indispensable conquête d'une influence sur la classe

C'est précisément pour cette raison que l'important aujourd'hui est la *préparation révolutionnaire*, avec ses deux aspects dialectiques: la formation et le renforcement du parti, et l'extension de son rayon d'influence, le parti ne pouvant « faire » la révolution par ses seules forces.

Le parti bolchevik exerçait le pouvoir *en s'appuyant* sur les soviets, qui organisaient des masses qui n'étaient pas dans le parti mais voyaient en lui leur guide combattant. L'Armée Rouge était dirigée et encadrée par le parti, mais elle était composée dans son écrasante majorité de prolétaires et de paysans « sans parti » qui l'ap-

(suite de la p.14)

du parti : lutte armée et action militaire, éducation et culture, travail parmi les jeunes et parmi les femmes, pénétration dans l'armée, et ainsi de suite » (Projet de Thèses présenté par la Gauche au IVE Congrès de l'Internationale Communiste, 1922. Publié dans *Défense de la continuité du programme communiste*, p. 76).

Précisément, les luttes syndicales offrent simultanément une large base pour l'élargissement de cette influence, car elles concernent les intérêts matériels des plus vastes masses prolétariennes, théoriquement le prolétariat dans son ensemble, et un terrain pour l'organisation des secteurs socialement déterminants.

Et dialectiquement, à partir d'un premier stade caractérisé par la prédominance de la propagande et du prosélytisme visant à la constitution d'un noyau de parti, le développement du parti et l'accomplissement de l'ensemble des tâches qui lui incombent ont pour condition cet effort permanent de participation aux luttes ouvrières, qui lui permet à la fois d'élargir son influence et d'intégrer les éléments politiquement mûrs dans l'organisation fermée et centralisée du parti.

Certes, l'influence que le parti peut exercer au cours d'une période donnée est le résultat dialectique de sa continuité d'action et de l'ensemble de facteurs objectifs et subjectifs qui lui sont extérieurs et qui pèsent sur le terrain social, comme aujourd'hui le terrible poids d'inertie de la dernière contre-révolution, l'existence d'autres courants dits révolutionnaires, l'évolution de la situation économique, les manœuvres combinées de la bourgeoisie et de l'opportunisme, etc.

Il est indispensable de combiner l'analyse lucide des conditions « environnantes » et, partant, une claire vision des limites que l'action de l'avant-garde peut avoir sur l'évolution — au sens large — des situations, avec la défense la plus intransigeante des bases politiques et doctrinales du parti, pour maintenir fixe la boussole révolutionnaire, à l'abri de déviations activistes qui, à la recherche de succès éphémères, brisent le puissant lien entre la doctrine, les principes, le programme, la tactique et l'organisation, et sacrifient au présent l'avenir du mouvement.

Loin du parti donc « cet oubli des grandes considérations essentielles devant les intérêts passagers d'un jour [qui] est et reste de l'opportunisme » (Engels). Aussi, toute l'action « contingente » du Parti doit-elle être rigoureusement encadrée par les principes communistes pour que l'extension de son influence et son propre renforcement organisationnel deviennent deux moments d'une même préparation de la révolution.

**

Devant les luttes immédiates à caractère syndical, les questions fondamentales qui doivent être posées concernent leur origine et leur but, et l'action du parti pour en faire un terrain spécifique de la préparation révolutionnaire.

La lutte quotidienne entre bourgeois et prolétaires, qui détermine le niveau du profit et le taux d'exploitation de la force de travail, constitue le premier stade de la défense des conditions de vie et de travail des ouvriers ; les communistes se proposent de renforcer, d'étendre et d'organiser cette lutte, car une classe incapable de se défendre est encore moins capable d'attaquer et d'entreprendre un mouvement de plus grande envergure visant à son émancipation. Premier stade de la *solidarité ouvrière*, cette lutte quotidienne constitue un premier effort pour surmonter la concurrence entre ouvriers qui est constamment engendrée et avivée par le capitalisme.

Il est vrai, comme l'écrit Engels dans *La situation des classes laborieuses en Angleterre*, que « quelque chose de plus que des syndicats et des grèves est nécessaire pour briser la domination bourgeoise ». Pour cela, il faut en effet un mouvement politique, le parti, l'insurrection, la dictature. Mais « c'est précisément parce qu'elles sont dirigées, quoique bien incomplètement, contre la concurrence, contre ce nerf vital de l'ordre so-

cial actuel, c'est précisément pour cela [que les grèves] sont si dangereuses pour cet ordre social », parce que, comme le disait le *Manifeste*, le vrai résultat de la lutte est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs.

Contrecarrer complètement cette concurrence, surmonter la désunion, le manque d'unité de mouvement et d'action des masses ouvrières, les unifier malgré la diversité des fronts de lutte, cela ne peut être le fait que d'un mouvement politique ; cela ne peut être réalisé que par l'action du parti qui donne à l'ensemble son homogénéité de direction. Mieux, cela ne pourra être vraiment réalisé que lorsque la dictature du prolétariat donnera au parti les plus puissants moyens politiques, économiques et culturels permettant de réduire au maximum les tendances centrifuges au sein de la classe exploitée, en attendant qu'elles disparaissent avec les classes elles-mêmes. Mais l'acharnement que la bourgeoisie met à neutraliser le mouvement syndical (fût-ce par l'intégration dans les rouages de l'Etat) et à vaincre lors des grèves, même au risque d'énormes pertes de profit, montrent bien ce danger potentiel pour la société bourgeoise : que la solidarité et la force, même partielles et incomplètes, qui résultent de la lutte du mouvement syndical, puissent montrer aux exploités les possibilités renfermées par cette voie.

La lutte économique, « école de guerre du communisme »

La résistance contre les empiètements quotidiens du capital concernant en principe l'ensemble du prolétariat, le mouvement syndical de classe devra tendre à regrouper les plus larges masses d'exploités salariés, et à surmonter les intérêts étroits de catégorie pour concentrer ses efforts sur les intérêts matériels communs des travailleurs, avec une attention particulière pour les couches ouvrières les plus démunies, pour lesquelles des circonstances exceptionnellement défavorables ont empêché toute résistance organisée (immigrés, ouvriers agricoles, travailleurs de la petite industrie, etc.).

N'oublant jamais que la lutte syndicale combat certains effets de l'exploitation capitaliste et non ses causes, qu'elle n'applique que des palliatifs sans guérir le mal, le parti ne fait jamais des luttes économiques un but en soi, et éduquera constamment les travailleurs dans l'idée que seule la conquête politique du pouvoir pourra détruire les bases mêmes de l'exploitation. Tout autre principe ne peut que donner lieu à une politique bourgeoise, trade-unioniste, comme ce fut le cas du « mouvement ouvrier anglais [qui] tourne depuis des années sans sortir du cercle étroit des grèves pour les salaires et la réduction de la journée de travail, en considérant ces grèves non comme une mesure provisoire,

ni comme un moyen de propagande et d'organisation, mais comme un but final [...]. Il ne peut, en conséquence, être question ici d'un mouvement ouvrier que dans la mesure où il y a des grèves qui, victorieuses ou non, ne font pas progresser le mouvement d'un seul pas » (Lettre d'Engels à Bernstein du 17 juin 1879).

Pour sortir les luttes immédiates du cercle étroit dont il est question et en faire des moyens de propagande et d'organisation révolutionnaires, il est nécessaire que l'avant-garde politique de la classe y intervienne pour leur donner par son action une potentialité qu'elles n'auront jamais d'elles-mêmes.

Dans les périodes révolutionnaires, les luttes immédiates et les organisations économiques peuvent remplir un rôle capital pour la mobilisation des larges masses prolétariennes, et le parti de l'insurrection et de la dictature pourra et devra les intégrer dans sa stratégie pour la conquête du pouvoir.

Que l'on pense à leur efficacité comme centres d'organisation et d'agitation ; comme courroies de transmission des directives du parti ; comme levier pour réveiller à la lutte les plus profondes masses ouvrières alors que les couches plus avancées se battent déjà pour des objectifs politiques et

(suite p.16)

Le 1^{er} mai et la diminution du temps de travail

C'est en 1889 que le Congrès International Ouvrier Socialiste de Paris décida que dorénavant aurait lieu chaque premier mai une grande journée de grève concertée dans tous les pays du monde. Cette date, qu'avait déjà choisie la Fédération Américaine du Travail, avait été retenue à la mémoire des victimes de la répression bourgeoise américaine, et en particulier, celles de Chicago. En effet, le premier mai 1886, avait eu lieu dans tous les Etats-Unis une grande grève pour revendiquer la journée de 8 heures ; cette grève avait été très importante à Chicago (80.000 ouvriers) et avait été sauvagement réprimée.

Les premiers mai, celui de 1890 et des années qui suivirent, n'étaient pas comme maintenant la « fête du travail » (comme si les travailleurs pouvaient célébrer le travail sous le capitalisme !) et de la collaboration des classes. C'était alors une journée de lutte de classe « poursuivant l'affranchissement du travail, l'abolition du salariat et la création d'un ordre de choses dans lequel, sans distinction de sexe ni de nationalité, tous e. toutes auront droit aux richesses issues du travail commun » et mettant en avant l'exigence immédiate de la journée de 8 heures, exigence commune à toute la classe ouvrière. Les bourgeois nationaux et leurs Etats détestaient cette date où ils voyaient déferler les foules de prolétaires massés derrière leur drapeau unique, le drapeau rouge et chantaient l'Internationale. Ils voyaient devant eux l'armée de la classe ouvrière unie à l'échelle internationale et se préparant à la révolution.

Lénine écrivait à propos du 1^{er} mai en 1900 que la journée de 8 h est « la revendication de tout le prolétariat, adressée non pas à tel ou tel patron, mais au pouvoir d'Etat, en tant que représentant de tout le régime social et politique actuel, à toute la classe des capitalistes détenteurs de tous les moyens de production. La revendication de la journée de 8 heures a pris un sens spécial : c'est une déclaration de solidarité avec le mou-

vement socialiste international. Nous devons faire en sorte que les ouvriers prennent conscience de cette différence et ne ramènent pas la revendication de 8 heures au niveau de revendication comme celle de billets gratuits ou du renvoi d'un gardien. Tout le long de l'année, ici ou là, les ouvriers présentent constamment aux patrons toutes sortes de revendications particulières et luttent pour les faire aboutir : les socialistes, en les aidant dans cette lutte, doivent montrer qu'elle se rattache à la lutte du prolétariat de tous les pays pour son émancipation. La journée du Premier Mai doit avoir le sens d'une déclaration solennelle par laquelle les ouvriers reconnaissent ce lien et s'associent résolument à cette lutte. » (Préface à la brochure « Les journées de Mai à Kharkov », Œuvres, tome 4, pp. 378-377.)

Au sortir de la première guerre impérialiste, sur la lancée de la vague révolutionnaire internationale qui permit de conquérir le pouvoir en Russie, la classe ouvrière a obtenu un peu partout la journée de 8 heures et l'Internationale communiste a donné au 1^{er} mai un éclat nouveau en en faisant une journée de solidarité internationale des prolétaires pour leurs revendications, contre le chauvinisme et l'impérialisme qui se cachaient sous les mots d'ordres mensongers de « solidarité nationale » et d'« union sacrée ».

Cette tradition grandiose n'a pas résisté à la contre-révolution stalinienne qui a entraîné le prolétariat mondial dans la lutte fratricide de la seconde guerre impérialiste, chacun sous le drapeau de « sa » patrie.

Depuis 1919, la semaine de travail peut bien avoir baissé, la journée non. Cette dernière a même augmenté grâce à la compréhension des directions réformistes pour les besoins de l'« économie nationale » ; elle s'est allongée des interminables temps de transport. La journée de fatigue imposée au prolétaire va donc croissant.

Mais pour bien comprendre ce phénomène, il ne faut pas seulement considérer

la durée du travail. Il faut aussi et surtout tenir compte de l'intensité du travail. Comme l'expliquait Marx, le machinisme, tant qu'il reste soumis à la loi barbare du capitalisme, permet « d'imposer à l'ouvrier une tension plus grande de sa force de travail, un remplissage plus adéquat des temps morts, par conséquent une extrême condensation du travail » ; ce qui a pour conséquence, puisque la concurrence entre les ouvriers est la règle, que tout progrès de la productivité s'accompagne aujourd'hui d'une augmentation de l'intensité du travail et donc de la fatigue de l'ouvrier.

Pour se défendre contre le poids toujours plus grand du capital, il n'y a qu'une seule voie, la lutte de classe. Et la réduction radicale du temps de travail doit être un objectif central de cette lutte : il faudrait peut-être aujourd'hui réclamer une journée de travail inférieure à 4 h pour compenser l'accroissement vertigineux de l'exploitation pendant ces dernières années. Mais la revendication de la journée de 7 h (ou de la semaine de 35 h), pourvu qu'elle soit demandée immédiatement et sans calendrier, à salaire égal (à celui pratiqué aujourd'hui, heures supplémentaires obligatoires comprises) et avec interdiction des heures supplémentaires, et avec les méthodes appropriées (la grève et l'organisation des ouvriers) pourrait permettre de faire un pas dans ce sens.

Dans cette lutte, la classe ouvrière pourra retrouver l'exigence de son but propre, le socialisme, qui aura comme tâche première de réduire au maximum le temps de travail et d'utiliser le progrès technique pour soulager la peine et la fatigue de l'humanité.

Il est temps que renaisse la tradition prolétarienne du 1^{er} mai avec sa revendication centrale : la diminution de la journée de travail dans tous les pays ! Il est temps que la classe ouvrière, dans tous les pays, retrouve le sentiment que sa lutte est unique et vise au même but, l'« abolition du travail salarié » !

(suite de la p.15)

même insurrectionnels ; que l'on pense à la puissante force de paralysie et de désagrégation des défenses bourgeoises représentée par la grève générale de masse, prélude à l'insurrection.

Tout en étant pour les organisations les plus larges de prolétaires et contre les préalables politiques à l'adhésion des ouvriers aux luttes et aux organisations économiques, le parti rejette et combat résolument la théorie de la neutralité politique des syndicats, les communistes luttant par principe pour la conquête de la plus grande influence sur les organisations de classe et de leur direction. La théorie de la neutralité est tout à l'avantage de la bourgeoisie et livre le mouvement syndical à la politique ouvrière bourgeoise, au trade-unionisme, au réformisme.

Sur le terrain spécifique des luttes syndicales, en développant son action — rigoureusement encadrée

par ces principes essentiels — de propagande, d'agitation, d'organisation et de direction, le parti pourra en faire une arène de la préparation révolutionnaire, une « école de guerre du communisme ».

Loin d'épuiser le sujet, ces considérations doivent être reliées au travail sur « la question syndicale », tant sur le plan de la doctrine (évolution des rapports syndicats-Etat bourgeois ; rapports entre les syndicats et l'Etat prolétarien ; situation actuelle) que sur celui de la tactique. Cette question est développée dans les travaux du Parti sur le sujet, en particulier : *Thèses sur la Tactique* (Rome, 1922), *Parti révolutionnaire et action économique* (1951), *Le parti devant la question syndicale* (1972) (publiés respectivement dans *Défense de la continuité du programme communiste*, *Le Prolétaire* n° 121 et *Programme Communiste* n° 53-54).

**

La révolution exige la préparation la plus sérieuse, à la mesure des obstacles et de l'ennemi à vaincre. Elle doit être préparée *scientifiquement* sur le plan de la doctrine, des principes et du programme ; *rigoureusement* sur le plan organisationnel, en donnant en particulier au parti la centralisation et les limites fermées exigées par tout le cours de la lutte révolutionnaire ; elle doit être préparée à travers la lutte et l'effort *permanents* pour développer l'influence du parti dans la classe ; en apprenant l'art de la lutte, de même qu'elle exige la maîtrise de l'art de l'insurrection ; en forgeant donc un parti international solide et éprouvé pour la lutte politique en toute circonstance. Alors, et alors seulement, les crises profondes du capitalisme pourront être transformées en révolution.

LA IV^e INTERNATIONALE ET LA QUESTION PALESTINIENNE

" OU LA PROSTITUTION DE L'INTERNATIONALISME "

Dans le numéro précédent d'El-Oumami nous avons passé en revue les positions des groupes de la soi-disant extrême-gauche "anti-sioniste". Nous avons montré notamment comment ces groupes faisaient le jeu des sionistes et de l'impérialisme en se cachant hypocritement derrière une phraséologie qui n'a d'internationaliste que le nom.

Parmi les groupes d'extrême-gauche, la IV^e Internationale occupe une place particulière. Contrairement aux groupes que nous avons déjà abordés, les trotskystes de la IV^e s'opposent au plan de partition de la Palestine au terme duquel serait créé un "Etat" palestinien crou-

La IV^e Internationale n'hésite pas à parler de la " destruction de l'Etat sioniste " et du "rétablissement des palestiniens dans leurs droits" (1)

Voici une position qui exprime une exigence juste des besoins de la lutte contre l'oppression sioniste et impérialiste au Moyen-Orient et partant de l'union internationale des rangs prolétariens. Encore faut-il voir comment la IV^e Internationale entend détruire l'Etat sioniste et le privilège juif, en s'appuyant sur quelles forces ? Voyons en particulier quel rôle joue la révolte des masses palestiniennes dans cette révolution.

" La résistance palestinienne, écrit la IV^e Internationale, ou du moins sa majeure partie, n'avance comme perspective que la "guerre populaire de libération"- but stratégique qui sans contenu social précis et sans objectifs transitoires politiques, organisationnels et militaires, est totalement irréaliste- (...) La résistance palestinienne ne ne sut avancer comme programme capable d'assurer cette participation des masses arabes et juives à sa lutte ; son maximalisme est intrinsèquement lié à son provincialisme palestino-centriste." (2)

C'est une constante chez les trotskystes que de reprocher aux mouvements nationaux de ne pas avoir un "programme social précis" (entendez socialiste !). Pour la IV^e Internationale, la gauche palestinienne "ne comprend pas surtout la nécessité impérieuse d'un parti révolutionnaire de classe" ! Il est clair qu'une telle position ne peut aboutir dans la pratique qu'au reniement de l'internationalisme véritable qui ne peut en aucun cas faire du caractère "socialiste" du mouvement national-démocratique un préalable à son appui.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les trotskystes arrivent à condamner le "maximalisme" de la résistance palestinienne. Ce qui est pour le moins ridicule car s'il y a bien un reproche que les marxistes révolutionnaires peuvent faire au mouvement national palestinien c'est de n'avoir pas été précisément jusqu'au bout de ses propres objectifs nationaux-bourgeois.

C'est le moins qu'on puisse dire en effet : le front de classes dont l'OLP se fait l'organe va du prolétaire et du paysan sans terre non seulement au bourgeois mais au propriétaire foncier, ce qui explique le refus d'avancer la moindre réforme agraire, et ce au nom de l'unité nationale. C'est aussi au nom de celle-ci que l'OLP justifie le refus d'intervenir dans les affaires des Etats "frères". Et voilà qu'aujourd'hui même la constitution de l'Etat palestinien naissant sur les ruines d'Israël est de fait abandonnée(3): quel "maximalisme" en effet !

Une fois la différence clairement opérée entre parti bourgeois démocratique et mouvement prolétarien, ce que ne fait pas la IV^e Internationale, les communistes révolutionnaires peuvent-ils dire que la "libération nationale" est un "objectif stratégique", autrement dit le "but final" ? Pas du tout !

Pour le prolétariat révolutionnaire, un tel objectif ne peut être considéré que comme un objectif "partiel" et "immédiat". Le but stratégique est toujours la conquête du pouvoir par le prolétariat et la révolution communiste. La revendication nationale n'est donc jamais avancée comme revendication centrale du mouvement prolétarien, mais comme un moyen de sa lutte, que le prolétariat doit nouer avec son programme et ses méthodes propres quitte à passer des accords temporaires sur le terrain avec d'autres forces intéressées à cette lutte.

L'intervention particulière des communistes dans le mouvement social né de l'oppression coloniale consiste donc à distinguer les intérêts propres du prolétariat de ceux des autres classes. Mais cela doit se faire dans le cours de la lutte contre l'oppression nationale-coloniale et en la menant à fond, non en la reniant.

Ceci parce que le prolétariat a le plus grand intérêt à ce que la solution la plus radicale soit donnée à la question nationale. Ce fait n'est possible qu'en considérant la revendication nationale non comme une fin en soi, mais comme un levier de la lutte pour son émancipation internationale du capitalisme. Ce qui suppose non seulement la séparation de l'impérialisme mais sa destruction révolutionnaire.

Pour le prolétariat, la "libération nationale" est donc un objectif immédiat. Or voici que la IV^e Internationale n'en fait pas seulement un objectif en soi (4) comme la petite-bourgeoisie démocratique et nationaliste mais encore la repousse dans le lointain pour reprocher au mouvement bourgeois de ne pas avancer de revendications partielles, d'"objectifs transitoires, politiques, organisationnels et militaires". Mais quel objectif politique transitoire, "intermédiaire" peut-il y avoir entre la situation d'esclavage colonial et la libération de cet esclavage ?

(suite p.18)

(1) Voir *La révolution arabe*, cahier rouge n°13, juin 1975.

(2) idem.

(3) Voir notamment l'interview d'Arafat au journal autrichien *Die Presse*, cité par *Le Monde* du 27/3/80 : " Les palestiniens ont d'abord fait savoir qu'ils étaient disposés à vivre dans un Etat démocratique, où musulmans, juifs et chrétiens seraient sur un pied d'égalité. Mais cette suggestion a été repoussée. Notre seconde proposition prévoit l'établissement d'un Etat palestinien indépendant sur chaque pouce de terre palestinienne d'où les israéliens se retireraient. Cette proposition a été acceptée par notre congrès national."

(4) Les trotskystes de la IV^e se gardent bien d'afficher la revendication nationale comme l'"objectif stratégique" du mouvement social. Pour eux c'est le "socialisme" bien qu'il soit difficile de le distinguer chez eux du capitalisme réel. Selon leur théorie caricaturale de la "révolution permanente" ce n'est pas seulement la révolution anti-féodale ou anti-impérialiste qui peut se transformer en révolution prolétarienne, ce qui exige naturellement le rôle dirigeant du prolétariat et de son parti communiste, comme ce fut le cas en Russie, mais c'est le parti démocratique petit-bourgeois même qui peut se transformer en parti socialiste ! D'où leur zèle à conseiller aux partis démocratiques de devenir... prolétariens (voir les exemples de l'après-indépendance en Algérie, l'expérience actuelle au Nicaragua...) . Mais cette confusion naît aussi de la permanence du principe national dont le prolétariat devrait assurer la victoire même lorsque la bourgeoisie a cessé de s'y intéresser. C'est ainsi que tout comme le stalinisme, le maoïsme et les autres courants démocratiques bourgeois, le trotskysme pose comme but du mouvement social aujourd'hui l'unité de la nation arabe, revendication qui avait un sens révolutionnaire dans la période de la révolution démocratique-nationale mais qui devient une absurdité lorsque le capitalisme a triomphé, en se passant de cette unité. Autant dire donc que la IV^e Internationale fait de la "revendication nationale" qu'elle présente indépendamment de sa portée sociale, une "fin en soi" sinon un "objectif stratégique".

LA IV^e INTERNATIONALE ET LA QUESTION PALESTINIENNE

(suite de la p.17)

A notre connaissance, d'un point de vue prolétarien, et même d'un point de vue du mouvement anti-impérialiste radical, il n'y en a pas. Ou alors, c'est qu'il y a le souci de revendications acceptables par la petite-bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière coloniale qui leur permettent de manifester une certaine sympathie avec les masses opprimées sans avoir à lutter contre leur propre Etat.

Cette "supposition" n'est pas une simple supposition. Un indice est donné par l'attitude de la IV^e Internationale lors de l'avènement de l'Etat-"pied-noir" d'Israël : " *Tout le crime du sionisme apparaît clairement en ceci que, grâce à sa fonction réactionnaire, les premiers mouvements des masses arabes en faveur d'une Palestine unie et indépendante se retournent contre la population juive et non contre l'impérialisme.* " (5)

Comment ? La révolte des masses palestiniennes et arabes - indépendamment du jugement que l'on peut porter sur les directions politiques que les circonstances historiques ont imposées - n'était pas et n'est pas dirigé contre l'impérialisme ? La IV^e Internationale donne elle-même sa réponse à la question : " *Tout le crime du sionisme* " se résumerait pour elle dans ses conséquences vis-à-vis des populations juives.

Que le sionisme ait trompé les masses juives - et donc les travailleurs juifs, terriblement opprimés en Europe Centrale avant même d'y être systématiquement exterminés - c'est une chose. Mais il a pris appui sur cette aspiration à fuir l'oppression des minorités juives d'Europe pour en faire en Palestine un instrument au service des impérialismes anglo-saxon. Lénine lui-même écrivait en 1920 : " *Comme exemple frappant des duperies pratiquées à l'égard de la classe des travailleurs dans les pays assujettis par les efforts combinés de l'impérialisme des Alliés et de la bourgeoisie de telle ou telle nation, nous pouvons citer la question palestinienne des sionistes : sous prétexte de créer un Etat juif en Palestine, le sionisme a effectivement travaillé à l'exploitation de l'Angleterre les populations travailleuses arabes de Palestine, où les juifs ne sont qu'une infime minorité.* " (6)

En tout cas, il est clair que l'oppression subie hier - et qui continue encore de subsister dans certains pays comme la Russie - aussi barbare fût-elle ne saurait faire oublier l'oppression perpétrée aujourd'hui. Alors que les communistes révolutionnaires se placent du point de vue du prolétariat international pour lequel la destruction de l'oppression sioniste, serait-ce par le mouvement national arabe seul, constitue un pas en avant dans l'unification de ses rangs, les trotskystes de la IV^e Internationale se placent du point de vue de la petite-bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière juives de Palestine et flattent leur sentiment social-impérialiste en présentant la révolte des masses exploitées comme un danger dont serait responsable le sionisme...

Naturellement, le communisme révolutionnaire et internationaliste n'hésite pas à montrer aux prolétaires juifs qui sont influencés par la propagande de la "terre promise" que le sionisme est un instrument de l'impérialisme et que loin de donner une solution à la question juive, il ne fait que la rendre insoluble.

Mais il est aussi et surtout du devoir impérieux des communistes révolutionnaires d'avancer parmi les masses du pays oppresseur, en l'occurrence parmi les masses israéliennes et les masses ouvrières d'Amérique, d'Europe et de Russie dont Israël n'est que l'appendice social le besoin de la solidarité incinditionnelle avec la lutte de libération menée contre l'Etat d'Israël, sur la base de l'égalité totale des droits, de la suppression du privilège juif et sur la base du besoin d'un Etat laïque. (7) Ceci reste vraie quelle que soit la direction que se donne le mouvement même si elle est bourgeoise et nationaliste, et quelle que soit la solution concrète qui puisse être donnée à la question: constitution d'un grand Etat national pan-arabe, Etat "national" palestinien ou Etat prolétarien.

Cela ne signifie évidemment pas que nous soyons indifférents à la réalisation de l'une ou l'autre de ces diverses

hypothèses. Bien au contraire. Mais cette réalisation découle du non d'une proclamation programmatique, mais du rapport de forces sociales dont il s'agit d'étudier le comportement dans l'histoire, ce que nous ne pouvons faire dans le cadre de cet article mais qui pourra faire l'objet d'un autre. Il suffira de dire pour l'instant que les bourgeoisies arabes et la bourgeoisie palestinienne en particulier ont définitivement renoncé à remettre en cause l'Ordre impérialiste et son pilier sioniste. C'est la raison pour laquelle la révolte des masses exploitées palestiniennes et arabes qui doit inéluctablement s'affronter à l'Etat d'Israël devra le faire pour cette même raison désormais contre tous les Etats arabes en place, aussi progressistes qu'ils se prétendent. De cette lutte naîtra la République Ouvrière et Paysanne du Moyen-Orient qui en finira non seulement avec le privilège juif mais avec les privilèges de toutes les classes dominantes. (8)

Le travail des communistes révolutionnaires parmi les masses du pays oppresseur résulte donc d'une attitude de principe. Avant de se demander ce que fait la résistance palestinienne pour entraîner dans la lutte les masses juives d'Israël, la IV^e Internationale se demande honnêtement ce qu'elle fait elle pour arracher le prolétariat juif d'Israël et les prolétaires des métropoles impérialistes d'Europe, de Russie et d'Amérique à l'influence du sionisme et du social-impérialisme. Là est la véritable question. Comme on peut le voir, malgré sa position apparemment radicale contre le maintien de l'Etat sioniste, la IV^e Internationale fait la moue sur les moyens à utiliser pour détruire Israël; en fait, elle pose comme préalable à la lutte... la participation des masses juives. Bref, elle rend en pratique cette lutte impossible et dans les faits sa position ne se différencie nullement de celle des autres formations de l'"extrême-gauche" israélienne.

*

Où se trouve la source théorique de cette position pratique qui relève du social-impérialisme honteux ? Et bien la IV^e Internationale nous livre elle-même l'explication. Voici en effet comment les trotskystes de la IV^e voient l'avenir après avoir reconnu en paroles la nécessité de la destruction de l'Etat d'Israël : " *après la destruction de l'Etat sioniste et après le rétablissement des palestiniens dans leurs droits (...)* il sera possible de reconnaître le droit à l'autodétermination de la minorité nationale juive en Palestine, y compris son droit à la séparation étatique sur une partie du territoire palestinien." (9)

Mais la minorité nationale juive en Palestine n'a-t-elle pas précisément déjà exercé "son droit à la séparation étatique sur une partie du territoire palestinien" ? Tandis que la solution actuellement à la mode de la création d'un Etat palestinien à côté d'Israël revient à vouloir faire tourner la roue de l'histoire en arrière pour revenir à la situation d'avant 1967 la solution de la IV^e revient à préconiser de revenir à la situation d'avant 1948 ! La belle affaire : de la même manière que 1948 mène logiquement à 1967, la déclaration Balfour mène automatiquement à 1948 et donc aussi à 1967. La seule différence tient au fait que hier le capitalisme s'introduisait au Moyen-Orient par la colonisation juive tandis qu'aujourd'hui tous les Etats de la région sont devenus capitalistes, même si certains sont loin d'être tout à fait modernes et que l'impérialisme n'a plus le même intérêt à soutenir l'Etat-pied noir d'Israël qu'il y a trente ans !

Mais cela loin d'arrêter l'"expansionnisme" d'Israël, Etat économiquement non viable, ne peut que l'aiguillonner.

(suite p.19)

(5) Editorial de la revue *Quatrième Internationale* de novembre 1947.

(6) Lénine, "thèses sur la question nationale et coloniale", point 11. *Compte-rendu du II^e congrès de l'Internationale Communiste*.

(7) voir notamment l'article intitulé "Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires" paru dans *Programme Communiste* n° 80.

(8) voir l'article intitulé "Le prolétariat et l'Etat pied noir d'Israël" paru dans *Le prolétaire* n°309, mars 80.

(9) *La révolution arabe*, id.

CRITIQUE POLITIQUE

LA IV^e INTERNATIONALE
ET LA QUESTION PALESTINIENNE

(suite de la p.18)

En aucune manière, il n'est possible de considérer le "droit à l'autodétermination" comme un absolu, c'est-à-dire sans tenir compte des conditions historiques concrètes qui le fondent. Sinon cela amène tout naturellement à mettre sur un pied d'égalité les opprimés et ... les oppresseurs! Soutenir le "droit à l'autodétermination" de la "minorité juive" après la destruction d'Israël revient à ignorer que l'Etat sioniste n'est pas seulement un *Etat-mercenaire* du point de vue politique et militaire au service des impérialismes occidentaux, mais aussi un véritable prototype d'*Etat colonial*, où le *privilege sioniste* protège la *caste dominante* et où la nationalité est directement liée à la religion juive.

Pour faire une comparaison historique, qu'aurait signifié par exemple après la victoire de la révolution algérienne le "droit à l'autodétermination" de la minorité européenne en Algérie? Mais, nous dira-t-on, les pieds noirs d'Algérie avaient une patrie, ils étaient fondus dans la nationalité française, tandis que les colons juifs d'Israël n'ont pas eu d'autre territoire "national" que celui qu'ils occupent en Palestine. Une telle théorie n'est que la justification sioniste que l'impérialisme a utilisée à ses fins pour canaliser le désir des populations juives d'Europe centrale de fuir l'oppression barbare et les massacres dont ils ont été victimes.

En réalité, la société israélienne n'est qu'un *appendice social* de la société euro-américaine, dans laquelle l'oppression juive ne pouvait se résoudre par la constitution d'un Etat juif, mais seulement par l'*égalité complète des droits* et la lutte résolue contre les discriminations qui frappent les juifs sur le plan de la langue, de la religion, etc... Faut-il rappeler que pour le marxisme l'idée d'une "nation juive" n'a jamais été considérée que comme une théorie réactionnaire: "L'idée d'une "nationalité" juive porte un caractère nettement réactionnaire non seulement chez ses adeptes conséquents (les sionistes) mais aussi chez ceux qui s'attachent à la concilier avec les idées de la social-démocratie (les bundistes)". (10) De ce point de vue, on voit qu'aujourd'hui les trotskystes ne font que reprendre les ... bundistes!

Lénine n'hésitait pas hier à voir dans le sionisme les défenseurs conséquents de l'existence d'une "nation juive" (11). Or il est clair que si cette théorie pouvait influencer les masses juives opprimées d'Europe centrale, une telle barbarie ne peut servir de justification au fait que le sionisme est devenu l'instrument d'une *oppression impérialiste classique*. L'idée d'une "nation juive", déjà réactionnaire et inconsistante au début du siècle, a pris

après la constitution d'Israël une *consistance* mais non une légitimité historique, à moins que l'on confonde les idées de *caste coloniale* et de *nation*.

La seule chose que l'Etat né de la destruction du *privilege juif* en Palestine aura à faire n'est donc pas l'autodétermination des juifs mais l'*égalité totale des droits et le respect des libertés religieuses, de langue, etc...*, exactement comme l'ont fait la révolution française de 1789 ou la révolution russe de 1917. Et puisque la révolution bourgeoise, "démocratique" et "nationale" a été incapable de réaliser cette *égalité juridique et religieuse* de tous les citoyens dans un Etat arabe qui en aurait fini avec Israël, c'est une tâche qui revient à l'Etat prolétarien du Moyen-Orient! Il le fera évidemment en privant de leurs droits politiques toutes les classes dominantes!

Pour en revenir au trotskysme de la IV^e Internationale, il est clair que son "internationalisme" est à l'image de sa vision sociale c'est-à-dire qu'elle s'oppose dans les faits aux exigences de la révolution prolétarienne. Les intérêts révolutionnaires du prolétariat international exigent la fusion de ses rangs par dessus toutes les barrières de langue, de nationalité, etc. Ils exigent donc, comme *condition préjudicielle*, la lutte de tous les bataillons prolétariens, ceux de la nationalité opprimée comme ceux de la nationalité privilégiée contre l'*oppression nationale* comme levier de la révolution communiste.

La IV^e Internationale quant à elle tente de concilier le nationalisme de la petite-bourgeoisie des nationalités opprimées et l'esprit social-impérialiste de celle des pays oppresseurs. Mais comme la conciliation est impossible dans la pratique, cette tentative n'a d'autre fonction réelle que de paralyser la lutte d'émancipation nationale et de fournir un appui de fait à l'Ordre établi impérialiste.

C'est peut-être un "internationalisme" mais un internationalisme petit-bourgeois et prostitué à l'état d'esprit social-impérialiste, non l'internationalisme prolétarien et communiste.

(10) Lénine, "La situation du Bund dans le parti", Oeuvres T.7, p.99.

(11) Lénine parle explicitement de l'"idée sioniste d'une "nation" juive" dans un article de 1903 dirigé contre le Bund et intitulé "maximum d'impudence et minimum de logique", Oeuvres T.7, p.60.

(suite de la p.6)

Agitation universitaire

Mais les communistes révolutionnaires ne font pas de cette exigence pourtant vitale un préalable à leur participation à la lutte contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru ainsi que toutes les circulaires présentes et à venir limitant l'entrée et le séjour des étudiants étrangers en France. Dans cette lutte, les communistes internationalistes auront à montrer par la propagande et dans les faits l'impuissance de ces méthodes démocratiques employées par les forces qui contrôlent et dirigent la plupart des comités et collectifs antiracistes existant aujourd'hui en France.

En effet, l'axe principal de l'activité de ces comités consiste à appeler au "soutien" des organisations "progressistes" et "démocratiques" qui par ailleurs

se prononcent ouvertement pour le *contrôle de l'immigration* et présentent à la bourgeoisie des projets de loi visant à régler les flux migratoires. D'ailleurs, le caractère discriminatoire et répressif de ces projets n'a rien à envier à ceux du gouvernement. Dans la pratique, ces méthodes démocratiques ne peuvent donc que conduire à la *paralyse* de toute tentative de *riposte réelle* aux attaques de la bourgeoisie.

Nous nous battons par conséquent pour faire valoir les méthodes de lutte qui assurent d'une part le *maximum d'efficacité* en mettant à profit le nombre et la *mobilisation de la masse* non pas sur le terrain miné du droit mais sur celui de la *force* et qui d'autre part permettent d'*aler* dans le sens de la *jonction* avec les luttes de la classe ouvrière.

programme
communiste

n° 82

- L'ère des guerres et des révolutions
- Le rôle de la nation dans l'histoire
- L'Afrique proie des impérialismes :
- 4. La mainmise sur les matières premières (suite et fin)
- L'Ulster, dernière colonie anglaise

ثورية في مادتها فكل نضال الطبقة العمرية هو عبارة عن صفحة نقية من المثالية ، تستمد نقاوتها من حيث انها قد كتبت من قبل الاكثر تواضعا والاشد تخليا

في ذلك تشكل النقابات** الخطوة الاولى من مسار تقدم الوعي الطبقي الذي يعد البروليتاريا للاشراكية وهي تطوع كل العمال الذين لم يبلغوا الاشراكية بعد ولكنهم يتوقون لان يحسنوا احوالهم المعيشية ومن هنا فانه ينبغي على الحزب الطبقي ان يشجع بكل ما اوتي من قوة تنظيم الجماهير على المستوى الاقتصادي وان يقوم من جهة اخرى بحملة دعاوة اشراكية واسعة موازية للتنظيم النقابي للشغيلة وذلك بغية ان يشد لدى الجماهير بصورة دائمة الاحكام الحاجة الى التضامن والتلاحم فيما بين كل المستغلين ، والتوق الى التحرر الكامل وعند ذلك يغدو الحلم الذي يشهده اليوم رواد قلائل ، رغبة واعية لدى الجماهير الواسعة

العاملة ومعها ، لعرضا ست عدم مقدرتها لان ترعي بوعيا الى مدى يتخطى الصراع من اجل لقمة العيش اليومية ويتجاوز السلطة التي يفرضها عليها رؤساؤها وينفض عنها غبار التربية البرجوازية الدينية والعسكرية .

لذا لا يمكننا ان نوجه تهمة الانانية وافتقاد الاندفاع الثوري الى من لا يحسن الحاجة لتحسين ظروف وجوده :الخاصة او الى من لا يبدي اي تمرد او استياء، ولا يفكر حتى بالدفاع عن حقوقه الشخصية الاولى .

فالواجب الاول لكل اشراكي هو ان ينمي طموحا للحريية والمساواة الاجتماعية لدى طبقة الشغيلة وان يعمق تعصيمه ضد كل ظلم مهما كان وليس من حقه ان يفرض على البروليتاريا ان تكون منذ اليوم ما ستغدو في المستقبل لان هذا يعني ان نعض اعيننا عن الظروف التي تعيشها الطبقة العاملة وان ندخل في باب الطوباويات والحال اننا نعتر ان كل طوباوية هي طموح برجوازي صغير وليست التعبير عن ارادة فعلية ، فبوسع الارادة الاطاحة بالمعوقات وهي تجاوبها كي يتيسر لها تجاوزها .

اما البروليتاريا فلا يعورها طوباويات لانها الطبقة التي تصنع التاريخ ولان التاريخ ينفتح بحدود الحل الاكثر ثورية ويوضح معالم الطريق التي تسير بنا نحو هذا الحل

لقد حققت الصناعة ما لم تستطع تحقيقة اية وسيلة اخرى فهي تدفع البروليتاريا الى التنظيم وتشير لديها حافزا لان تتوحد لمجابهة التناقضات التي تولدها .

فالحافز الذي يدفع البروليتاريين لان يكتسبوا وعيا طبقي هو حافز انساني دائم في الاصل ، واذا كان هذا الدافع انانيا من وجهة نظر ذاتية فانه يغدو هذا المضمون عندما نتأخذ بعين الاعتبار النتيجة الموضوعية لمجمل الجهود التي يبذلها الافراد لتحسين ظروف معيشتهم وتبدو هذه النتيجة ضرورية لكل طبقة الشغيلة لان الجهد الفردي يتحول الى جهد جماعي وتغدو الانانية طافحة بحسب الغير لانه يغدو طيبا في نظر كل واحد منهم ان قضيتته هي القضية المشتركة لكل المستغلين فعندما تكتسب البروليتاريا هذا الوعي ، تقدم يوميا اعمالا بطولية متواضعة في الظاهر ولكنها

بغية ص 22

تركيا : شجع جديد لخوض الحرب الطبقة

قافزة عن كل اشكال الصدام الاخرى ، طابع الصدام مع جهاز الدولة المركزي، جهاز هيمنة الطبقة المستغلة . وفي هذه المناطق ايضا تقوم الطبقة العاملة باعادة اكتشاف سبل واساليب المقاومة والهجوم الطبقة ، ليس فقط دون الاسترشاد بدعوة احد ، بل وحتى رغما عن كل الدعوات المعارضة لهذه السبل والاساليب . هذه الطبقة العاملة التي ما تتكاد تنشأ حتى تصطدم بالجدار الفولاذي السميك لنظام العمل المأجور والسلمة والنقد وراس المال البني على اكامها .

ان ما يجري في تركيا ، مثل ذلك الذي جرى بالاس في مصر وفي تونس ، في فلسطين وفي ايران سوف يجري غدا ، مع تعمق واستفحال الازمة الرأسمالية العالمية ، وتتطور في كافة ارجاء المعمورة من اقاصها الى اقاصها . لا في بلدان الرأسمالية الطرية العبود فحسب، التي يحيق بها الضرر طبعا قبل غيرها بل وايضا في اعنى قلاع الرأسمالية : المبرولات الامبريالية نفسها . حينما ستتولى سياسة التقشف والنافسة مهمة ازالة الفئات المتساقط من موائد البرجوازيات الامبريالية . فئات الاقصاد الاجتماعي لشرائع واسعة من البروليتاريا فسي هذه البلدان ، وتلغي "الضمانات" التي تشل حركة طبقة مستعبد راسمال وتحطيم المخططات وواقبات الصدمات السياسية المتتلة بالقوى السياسية الاصلاحية والانتهازية . هذه الطبقة التي ستحرق المراحل عبر هباتها المفاجئة نحو عودة الحرب الطبقة التي غابت عن الافق عشرات السنين .

ان هذه الوثبات البروليتارية هي تشجيع رائع للانتقال في البلدان الرأسمالية منذ عهد قريب نحو الصراع الطبقي المباشر والمكثف مع البرجوازية نفسها ومع دولتها المهيمنة ، مهما كانت "وطنية" ومهما كانت "شعبية" . انه من خلال هذه الوثبات وعلى الارضية التي تتواجد عليها والاسلحة التي تستعملها يتم تحضير شروط النصر الثوري العالي عندما سيدج الثوريون الحقيقيون في هذه الصراعات القوة اللازمة للاسماك باحكام بسلاح النظرية الماركسية الثورية والمجسدة في الحزب الطبقي .

* اليسار الايطالي : تيار ماركسي ثوري كان له ان تطور قيسل الحرب العالمية الاولى في رحم الحزب الاشراكي الايطالي . وقد التقت مواقف التيار الايطالي بمواقف البلاشفة حول كل المسائل الاساسية ، وذلك حتى قبل ان تتم طلة فعلية بينهما . وقد كسبان لقاؤهما موحد حول المسائل التالية : النضال ضد الاصلاحية والغوصية ، اعلان الانهزامية الثورية في وجه الحرب الامبريالية ، التنديد بكل تنوعات الوسطية التي حاولت تجنب القطيعة والاشقاقات داخل احزاب الاممية الثانية تحت غطاء حجج ملغفة مثل الوحدة وغيرها ، في مؤتمر الحزب الاشراكي الايطالي الذي عقد في ليفورنو في جنيفي ، شكل اليسار الايطالي الحزب الشيوعي فسي ايطاليا الذي تولى قيادته حتى فيفري (شباط) 1923 . خلال هذه السنوات الصعبة يمكننا ان نقول بان اليسار الايطالي شكسب استمرارية للبلشفية ، بما هي استعادة كاملة للماركسية عبر النضال ضد البوادر الانتهازية الاولى في الاممية الشيوعية . ولقد حارب اليسار ، بمواراة المعارضة الروسية ، ابتداء من (1926) ضد نظرية الاشراكية في بلد واحد ، والثورة المضادة الستالينية بكل مظاهرها ، فعلى ارضية هذا التراث التاريخي الذي دافس عن عنه اليسار الايطالي طوال عشرات السنين، ولد حزبنا الصغير في سنوات 1951 - 1952 .

** كانت النقابات في تلك الحقبة تعيش حياة طبقية بالرغم من سيطرة الاصلاحيين عليها في احيان كثيرة ، وذلك لانها لم تستطع الا ان تعبر عن الانجاه الفعلي الذي يدافع ضد الهجمات الرأسمالية ، وهذه الحال تختلف اختلافا بينا عن النقابات الموجودة اليوم في المهجر فما بالك من نقابات المغرب العربي او مشرقه

ما يتميز به حزبنا

ان حزبنا يتميز بالمواقف التالية :

* المطالبة بالخط الذي ينطلق من ماركس الى لينين ، ثم الى تأسيس الاممية الشيوعية ، والحزب الشيوعي في ايطاليا (ليفورنو 1921) .

* نضال اليسار الشيوعي ضد انحطاط الاممية ضد نظرية الاشراكية في بلدواحد ضد الثورة المضادة الستالينية .

* رفض الجبهات الشعبية وكتل المقاومة .

* الاضطلاع بالمهمة الصعبة التي تقوم على ترميم المنهج والتنظيم الثوريين بالصلة مع الطبقة العاملة ضد السياسة الشخصية والانتخابية

الى قراء جريدتنا الافاضل :

نرجو ان تساهموا بدعم وتوزيع هذه الجريدة وان تدوا لنا ملاحظاتكم وتزودونا بالاخبار عن حياة ونضال طبقتنا وتراسلونا على العنوان التالي :

الشيوعيون والتنظيم العمالي

شهد ساحة المغرب العربي تصاعد موجة تضالات عمالية . فالأحداث الأخيرة التي عرفتها المغرب والجزائر ، تتيح لنا فرصة ان نعود الى طرح معنى التضالات المطلبية من وجهة نظر الماركسية الثورية . وسوف يقوم مقالنا بمعالجة مسألة موقف الحزب الطبقي الثورى الذى يقوم بتخطي التضالات المباشرة ليس بهدف انكارها ، بل لجعل منها ارضية تحضير ثورى للبروليتاريا . ولننسى من بين صفوفها قوى ثورية سيكون عليها حوض المعركة الحاسمة ضد الرأسمالية .

تعود كتابة هذا التمريليسار الايطالى* الى سنة 1913 . وقد جاء يلقي الضوء على موقف الشيوعيين الثوريين اراء الحركة المطلبية والنقابية للطبقة العاملة . وبأتى هذا المقال ليؤكد على استمرارية الموقف الماركسي السليم في هذا المجال . ولبيّن بأنه في ظل تضاليد ثورية متجددة لا يبع الحزب ان يستخف بالتضالات التي نشيرها مصالح حزبية ومباشرة .

يسهل المقال في مطلعته التأكيد على مدى الماركسية بصورة جلية لكل الذين ينظرون بعين الاستخفاف الى العمل الطويل والشاق ضمن التنظيمات المباشرة للتعبئة : "فأى ماركسي لا يسعه احتقار الحركة التضالبية" . مهما بلغت درجة التضال الاجتماعي والسياسي التي تمررها اليوم بصورة مؤفة .

من ثم يتابع المقال ليبين لنا كيف يأتي وعن البروليتاريا متغيبا بالضرورة نشاطها الاقتصادي وذلك بخلاف المثقف الذى يعتقد التسوية بانكاره مصالح طبقته . فالتحول الفكرى لدى طبقة مثل طبقة البروليتاريا ليست مسألة يمثل هذا المسير بسبب الظروف الاقتصادية والاجتماعية التي تزرع فوق كاهل البروليتاريا ، فتولد لديها حالة من الخضوع واللامسالة ازاء المطالب الاجتماعي .

ويطال السريالغ الوضوح الطوباريين البرجوازيين الصغار في وضعية قصير النفس العاجز عن انتظار تحول التضال الاجتماعي للاقتصادي للعمال الى مجال سياسي ثورى . بالمقابل يذكرنا المقال بالمهام الملغاة على عاتق الحزب في شتى الظروف من اجل تحضير الثورة واعداد الجماهير لمواجهة الانعجار الاجتماعي الذى سيؤدى اليه بالضرورة تصاعد التضالبات الرأسمالية .

التقاط الجانب العام في مشكلة ما ، قد ولدت لديها نوعا من الخضوع وحالة من اللامبالاة ازاء المطالم واللامساواة الاجتماعية وهذه الحالة لن يتم استئصال جذورها الا عن طريق الصناعة الكبرى وبفعل ضرورة تنظيم العمال للدفاع عن مصالحهم وبواسطة التربية الاشتراكية

فإذا ما اخذنا بعين الاعتبار الظروف الاجتماعية وبالتالي الاخلاقية والثقافية التي تعيش بها الجماهير ، لا تعثرينا المفاجأة امام روح الانانية او عدم المبالاة التي تشهدها بعض النقابات ، بل على العكس من ذلك فإن الذى يشير دهشتنا هو ان لا يكون وضعها على صورة اسوأ .

نحن نرى ان الواجب الاول الملقى على عاتق المثقف الذى يريد خدمة القضية البروليتارية هو ان ينزع عنه نفسه البرجوازية الخاصة وان يمثل النفسية البروليتارية فالبرجوازية كطبقة لا يمكنها ان تتوصل الى هذه الحالة انما الذين يستطيعون بلوغها فهم هؤلاء "المنشقون" عن البرجوازية الذين ادركوا تماما جدية المهمة التي يفرضونها بها ، وتواضع مساهمتهم بالحركة البروليتارية ولهذا ينبغي عليهم ان يدرسوا ويراقبوا وينضبطوا نفسي فكرهم ونشاطهم وان يطبقوه مع فكر وحركة البروليتاريا ، هذه الطبقة التي ينبغي عليها ان تقوم بجهود بطولية وان تتخطى يوميا العوائق الداخلية والخارجية لكي يمكنها ان تنفض عنها غبار العبودية وان تتوصل الى وعي حقوقها وفهم علاقاتها الاجتماعية وان تؤمن بمجتمع يقوم على المساواة في الحقوق والواجبات لكافة اعضائه ، اى في مجتمع سوف يحل محل التنظيم الحالي للمجتمع

ان كل ما يحيط بالعامل وكل ما تسعى الايديولوجية السائدة ان ترسخه في ذهنه يعمل على تحريك وتعزيز روح الانانية والخضوع لديه ، واللامبالاة ازاء المطالم الاجتماعية فحياة الجماهير تجرى ضمن مناخ صراع من اجل البقاء ومنافسة لا هوادة فيها بين الحياض وتجد هذه الجماهير نفسها محكومة بضرورة بيع قوة عملها الى صاحب العمل الذى يقدم شروطا اقل سوا من غيرها ، وهي تزرع تحت طائلة الخوف من البطالة والهموم الاقتصادية المستمرة واذنا الى ذلك خضوعها لتأثيرات القلق الناتج عن العمل وسوء التغذية او ادمان الكحول وعوامل عديدة اخرى تسهم في اجباط همة الطبقة

ان المطبوعة الأخيرة التي نشرتها الكونفدرالية العمالية للشغل (CGL) تغمر بشكل واضح من قناة الاشتراكيين "فوق العادة" الذين يحتقرون الحركة العمالية ، اما نحن الماركسيون الثوريون فنشعر اننا حد بعيدون عن هؤلاء الاشتراكيين "فوق العادة" لدرجة اننا لا نحسب فقط ان هذا النقد القاسي غير موجه ضدنا ، بل نشعر اننا نشاطر الـ (CGL) نقدها وتعودنا قوة تعبيرها عند وصفها هؤلاء الذين يستحقون حقا شهمة احتقار الحركة العمالية غير ان اهمية هذه المسألة تدفعنا الى الوقوف عند هذا الموضوع ومعالجته .

ان الـ (CGL) محفة تماما عندما تصرح بان اى ماركسي لا يسعه احتقار الحركة العمالية وهو لا يمكنه احتقارها ساء لانه يتفهم ظروفها ، فالمادة التاريخية ليست سوى الضوء النظري الذى ينعكس على الحركة العمالية ، وقد تم للاشتراكية ان تنتقل من الطوبارية الى العلم عندما تبنت بالتحديد طريقة تقوم على ربط وفهم وحل المسألة الاجتماعية ، بالاعتماد على تطبيق العلاقة السببية بين ظاهرات الحياة الاجتماعية ، وقد بينت الاشتراكية العلمية لماذا ينبغي ان نضع البروليتاريا المنظمة في حزب على عاتقها صنع الثورة الاجتماعية واوضحت على نحو مماثل لماذا توجد البروليتاريا على هذه الصورة اليوم ولماذا لا يمكنها ان تكون في وضع مختلف .

ان الذين ينتقدون الحركة العمالية يتعمون دائما في خطأ فادح عندما يلجأون الى قياس الحركة العمالية بمقياسهم الخاص ، ضاربين عرض الحائط بالفارق النفسي الشاسع الذى لا مفر من وجوده بين الثوار الذين ينتمون الى البرجوازية او البرجوازية الصغيرة وبين العمال بما هم عناصر الطبقة المستغلة .

ان الطرق التي تؤدى بكل فريق منهم الى الاشتراكية تختلف اختلافا شاسعا فالمنشقون القلائل الذين يشركون البرجوازية ليعتقلوا الى الاشتراكية يقومون بذلك على ضوء دراساتهم او بدافع تمرد فردي ضد المطالم والامتيازات ، وفي ذلك لا يعانون مشقة كبيرة في تصور الانتقال من المجتمع القائم على الامتيازات الى المجتمع الاشتراكي نحن هنا اذنا امام حالات استثنائية وامام افراد يقومون لسبب او آخر بانكار مصالح وايديولوجية الطبقة التي ينتمون اليها في الاصل

اما التحول الفكرى لدى البروليتاريا فانه لا يتم بمثل هذا اليسر لان الدونية والتسوية الاقتصادية ونقص الثقافة ومصوبية

الراسمالية العالمية هي الحكم عليها من خلال معيار واحد، الا وهو مشاهدتها فقط عبر تدور ظروف معيشة وعمل الطبقة العاملة في المترولوجيات الامبريالية، او بصفة اكثر شمولاً في البلدان الصناعية المتقدمة. بينما يجب على النقيض من ذلك رؤية آثار هذه الازمة على البلدان التي انجزت لتوها ثوراتها الوطنية الديمقراطية والتي بعد معارك الاستقلال والتحرر الوطني التي عاشتها ضد الامبريالية، بدرجات متفاوتة طبعاً حسب المناطق والبلدان، تجد نفسها اليوم مرتبطة بقدر متزايد ومما بالسوق الراسمالية العالمية، عليها ان تتعاكس فيها مع عمالقة الهيمنة التكنولوجية وجبايرة الانتاج الصناعي العصري، بينما لا تمتلك هي سوى اجهزة انتاج تجمع بين التخلف الحرفي الرهيب وسحاولات العصرية التي ان سمحت لها بتحسين موقعها التنافسي مع الاقتصادات الاخرى فانه يربطها اكثر فاكثر بعجلة الراسمال العالمي. فهذا الاخير، الذي يتمركز في البلدان الامبريالية بطبيعته الحال، يهيمن على وسائل التسويق والتوزيع والاستهلاك والتحويل، وبالتالي على امكانية العصرية ذاتها. حتى وان كانت بعض هذه البلدان قد بدأت بقطف ثمار ثورة برجوازية عمرها اكرم من خمسين عاماً مثل تركيا. فقوانين راسمال فلاديه وتطوره دموي في الظروف العادية. فما بالك حينما يصبح هذا التطور رهن معارك ضارية يتطاحن فيها بلا هوادة وشراسة لا توصف كل رؤوس الاموال المتراكمة باحجام تقارب الخيال وتنعكس طبعاً بسحق رؤوس الاموال الاقل مركزية وبالتالي قدرة على التناقص او احتوائها. ان ما يتيح لنا جس نبض الازمة الاجتماعية العالمية والتي تتطور بصفة شاملة، وتحسس عمقها الفعلي هو النظر اليها ومشاهدتها في البلدان التي تعيش اليوم حالة غليان للاسباب التي قد نشأ حيث تقترن ذروة الاستغلال الذي تتعرض له الطبقة العاملة، الخارجة لتوها من التغييرات المرعبة التي عصفت ولا زالت تعصف، بالاقتصاد الزراعي التقليدي بالاضطهاد والقمع اللذان تمارسهما دولة تجبرها متطلبات التراكم المتسارع لراسمال على ان تكون على اعلى درجة من المركزية وبيوليسية والتحصن. ويمارسها مجتمع لا يملك لحسن الحظ مقدرة السماح لنفسه بالقيام "باصلاحات تركيبية" وتقديم "ضمانات" تشتتري بها ود الطبقة المستغلة وتحد من قدرتها على الانتفاضة والنقمة على الطبقات الحاكمة، مثلما هو الحال في المجتمعات الراسمالية المتقدمة التي لا تزال (وان كان ذلك سيصبح اكثر فاكراً استحالة) قادرة على "توزيع الغنائم" كما يحسن نقمة شرانح بكاملها من الطبقات المسحوقة.

ففي هذه المناطق تنقّص الازمة الاقتصادية العالمية على تركيبية مهلبلة للغاية، حيث تنعكس فيها ضغوطات السوق العالمية على الراسمالية المحلية بعمل ظروف عمل ومعيشة الطبقات الدنيا في المجتمع (وبالتالي ليس فقط البروليتاريا منبها) اكثر قسوة ومؤسماً بقدر لا يطاق. هذا وفي غياب اجهزة برجوازية مشرسة على امتصاص الضربات وتخميد الواجهات باشكل سلمية، كما هو الحال في البلدان المتقدمة راسمالياً حيث تلعب الانتهازية النفاذية والسياسية هذا الدور فتصنع بمحاولتها الدائمة للتوفيق بين مصالح المستغلين والمستغليين من انفجار الوضع الاجتماعي. تمثل هذه الاجهزة السياسية والاجتماعية الضرورية والفعالة للابقاء على السيطرة الراسمالية باهضة التكاليف ويستحيل على برجوازيات هذه البلدان امتلاك مثيلاتها في البلدان الامبريالية. ذلك ان البلدان الامبريالية نفسها يستحيل عليها اختراع مثل هذه الاجهزة دون عملية النهب الهائلة للمستعمرات وشبه المستعمرات والسيطرة على السوق الراسمالية بكاملها. بل ومع هذا كله فانها ستصبح مع تقادم الازمة العالمية مضطرة للتخلي مكرهة عن قطاعات كاملة من هذه الاجهزة.

ان هذا هو ما يفسر الغليان في اطراف النظام الراسمالي، في المناطق الاقل تطوراً من وجهة نظر راسمالية ولكن المتقدمة اكثر من وجهة نظر الازمة الاجتماعية. هذه الازمة التي ستحتاج عدداً متصاعداً من البلدان حتى البلدان الامبريالية ذاتها والتي بدأت علامات تفشخ التركيبية الاجتماعية فيها تتزايد وتوضح.

لكل هذه الاسباب فان صراخ الطبقات الذي لا يزال في حالة ركود نسبي ومتأخر في البلدان الصناعية المتقدمة يتفجر في المناطق الاخرى بقوة وشدة، وان صح التعبير **يشكل نقي**، فالجوازيين المعامل والمصانع والمجمعات المهيبة يتطير حطامها لتترك الباب مفتوحاً على مصراعيه لوحدة صفوف العمال فوق ورغم كل هذه الحدود المصطنعة. والتضامن بين رفاق العمل فوري وشامل ويستند غداً ايضا من التضامن "الخارجي" الذي يقدمه رفاق الحي. والقوة العددية، رغم حالة التخلف التكنولوجية (على مستوى كافة الاسلحة وعلى مستوى القيادة التنظيمية، ان لم نقل السياسية) تتغلب وان بشكل مؤقت على قوى النظام القائم المدججة بالسلح الذي تستعمله بلا قيد ولا حدود. وفي هذه المناطق تتخذ خلافاً للعمل مباشرة،

انباها. فقد سبق هذا الفع الشنيع فصول عديدة اخرى. ففي شهر ديسمبر (ك1) الماضي احتلت الشرطة مصنعاً للزيوت بحجة البحث عن اسلحة يخبئها في المصنع ارهابيون، على حد زعمهم، فجرحت في هجومها خمسة عشر عاملاً واعتقلت 275 آخرين. وتجدد هذا السيناريو ثانية بعد بضعة ايام في مصنع غزل للقطن (جرح خلاله 18 عاملاً واعتقل 250). بعد ذلك بقليل جاء دور مصنع نسج آخر (عشرة جرحى وخمسة مئة معتقل)، وهذا في الوقت الذي كانت تدور فيه اشتباكات مسلحة كيفية في الاحياء العمالية.

عندما نتحدث الصحافة البرجوازية عن ما تسميه اصطدامات مسلحة "بين مجموعات من اقصى اليسار" وبين البوليس فانها تكذب لتخفي الحقيقة. ففي تونس وفي فرنسا وفي كل مكان آخر مثلما هو حال تركيا اليوم "يفشّر" البرجوازيون الامور التي تزعمهم على انها من صنع "الارهابيين". الا انهم كانوا مجبرين هذه المرة للاعتراف بان الجهاز القمعي الهائل الذي عبأت الدولة التركية لم يصطدم هذه المرة بحفنة من الارهابيين المعزولين، بل كان عليه ان يواجه فعلاً بروليتاريا مصانعها كلها، مصممين على القتال تضامناً مع اشقائهم المطرودين من اعمالهم، انهم ليسوا على استعداد لطأة الرؤوس امام الاجراءات التي تستهد فرافقهم. وكان على هذا الجهاز ان يواجه ايضا جماهيراً مصممة على دعم هؤلاء العمال في الشارع وان لزم الامر على المتاريس.

ان ما يمكن خلف هذه الانتفاضة البروليتارية الحققة هو الافلاس النسام لاقتصاد عاجز عن منافسة البلدان الاوروبية المصنعة، والتي تتفاعل مع الازمة الراسمالية العالمية باغلاق حدودها في وجه المنتجات المغربية والتونسية. الامر الذي يفاقم حدة الازمة التي تعاني منها سلفاً وبدون ضربات اضافية. اقتصاد راسمالي هتس عاجز عن الصمود امام اغاصير الازمة الراسمالية العالمية. ففي تركيا، كما في غيرها من البلدان المتخلفة راسمالياً، تودي عودة العمال المهاجرين من اوربا وخاصة من ألمانيا في ما يتعلق بتركيا حيث تقوم كل الدول الراسمالية بطرد هم هالي مضاعفة ازمة البطالة التي تستفعل سلفاً بهذه البلدان. فقد بلغ عدد العاطلين عن العمل في تركيا ثلاثة ملايين شخص من مجموع السكان البالغ تعدادهم 36,5 مليون نسمة. اضع الى ذلك انقطاع المواد الاستهلاكية الاولية من السوق وتزايد اسعارها بمعدل يصل الى 100%، ان قسوة كل هذه الظروف التي تنقل كاهل الجماهير العمالية والبايسة لا تكفي لاتباع جتج البرجوازية المحلية والعالمية. فامام الوضع المائسي التعيس الذي يعيشه راس المال التركي يطلب اسياذ المؤسسات العالمية العمالية من الحكومة التركية اتخاذ اجراءات تقشيفية اكثر حدة كسرد لتسليف رؤوس الاموال للبرجوازية التركية اول تأجيل اجل تسديد ديونها. هذه الاجراءات ستدفع مسرع بالطبع الى زيادة وطأة البؤس الذي تعاني منه الجماهير العمالية والفقيرة. ولكي تدفع ثمن تضامنها مع البرجوازيات الاوروبية الاخرى، في اطار الحلف الاطلسي، تندفع البرجوازية التركية (الغلبية الحاكمة والمعارضة لا يختلفان في هذا الموضوع قط) نحو عسكري بدون حدود، والاحتفاظ بجيش ذو تكاليف هائلة وذو ثقل اجتماعي رهيب تشكل نفاذات عبي، لا يطاق ترزخ تحت كابوسه الجماهير العمالية والفلاحية الفقيرة.

فليس من سبيل الصدفة ان ان يستلزم الامر حشد عشرة آلاف جندي، مسلحين بالصفحات وطائرات الهيليكوبتر لطرد بضعة آلاف من البروليتاريين (بما في ذلك عائلاتهم) ومسلحين بالكاد بالقنوس وبعض المسدسات البالية والكوكيل مولوتوفه وذلك بعد عدة ايام من صراع شديد. ومقاومة واستبسال العمال فسي مثل هذه الظروف تتبع من واقع القهر والاستغلال المريرين اللذان اشرفنا بهما اعلاه. اضع الى ذلك ان جماهير العمال تجد سندا طبيعياً ومباشراً لها فسي سيل عارم من الفلاحين الذين طردوا من ارضهم بفعل قساوة الظروف المعيشية في الريف وغياب اي اصلاح زراعي يقيهم شركبار الملاك وشتر المرابين وبهي الضرائب المنهكة، فرحلوا الى المدن بحثاً عن عمل قد يسمح لهم كسب لقمة العيش، فاذا بهم يكثفون مع مئات الوف آخرين في احياء من الاكواخ تعاف الحيوانات العيش فيها، واذ بالبوليس، بكل سلطات القمع تعد عليهم انفسهم وتكفل بهم كمسا تحرك ساكن.

"لقد عاد الهدوء الى ازمير" حقا ايها السادة البرجوازيين، ولكن نراهنكم غالباً انه هدوء لن يطول!

ان احدي الاخطا الدارجة لدى تقيم المعنى والدى الحقيقيين للازمة

ماذا كان موقف مجموعة « الشعلة » من التناقض والخلاف الذي كان دأبا عام 1977 بين القيادة البيروقراطية النقابية وبين مجموعة نويرة - صباح ٢٢ . لقد كبت الشعلة في سبتمبر 1977 ، انسجاما مع تحليلها لهذا الخلاف « أن مهمتنا الراهنة هي دعم نضالات الطبقة العاملة وادانة تسلط السلطة على النقابة وادانة الدور المتآمر الذي يلعبه عاشور في هذا الاتجاه » (نفس المصدر) . الا أنه على أثر أحداث 26 جانفي بدلت مجموعة الشعلة موقفها من البيروقراطية النقابية معتبرة أنه منذ تلك الاحداث فقط ، بدأ تاريخ « عترة تسلط الحزب الدستوري والحكومة على الاتحاد العام التونسي للشغل » . (3)

إن الذيلية والتبعية التي نجدها في برنامج عمل لجنة المبادرة الوطنية من قيادة عاشور نجد جذورها وأصولها في المواقف السياسية الهزيلة لمجموعة « الشعلة » . ففي عام 1977 كانت تعتبر « الشعلة » أن التناقض بين جماعتي بلخوجة - عاشور ونويرة - صباح هو تناقض ثانوي ، أما اليوم فإن التكتيك الذي تنادي به هو أن يقتصر النضال ضد العدلاء « المتطرفين » للإمبريالية الاميريكية وذلك بحجة ضرورة تجنب البلاد خطر الانقلاب والدكتاتورية العسكرية .

كان من السهل جداً على المجموعة التونسية الأخرى المعروفة باسم « العامل التونسي » أن تستفيد من هذه المواقف الهزيلة والمكتوفة لجماعة « الشعلة » وتقوم بتوجيه النقد لسياسة « لجنة المبادرة الوطنية » الذيلية من قيادة عاشور البيروقراطية . لكن هذا النقد لم يستطع أن يعطي سياستها التي لا تقل إلتهازاً عن سياسة الشعلة بل إنها تشكل خطورة أكبر خاصة عندما تنزع نفسها المدافع عن مواقف وسياسة الأمية الشيوعية حول المسألة النقابية .

لقد هاجمت جماعة « العامل التونسي » الدعوة التي وجهتها « لجنة المبادرة الوطنية » الى العمال لكي يرفضوا ويمتنعوا عن دفع الاشتراكات الى الاتحاد وانتهمتها بأنها دعوة إنشاقية ولكننا نعلم مسبقاً ، وكما رأينا ، بأن اللجنة لم تنطلق أبداً في دعوتها هذه من مبادئ النضال الطبقي الصحيح وهي بعيدة كل البعد عن « إن جماعة « العامل التونسي » عندما تلوح برفض الأمية « لكل خروج طوعي » من النقابات « ولكن محاولة مصطنعة لخلق النقابات » فإنها بالإضافة الى تشويه موقف الأمية الشيوعي وعزله عن السياق الذي ورد فيه فإنها تدير الظهر تماماً وتتجاهل بالكامل الواقع الموضوعي والظروف الحقيقية التي تواجهها حركة الطبقة العاملة التونسية . إن ما رفضته الأمية الشيوعية هو بالتحديد كل خروج من النقابات « لا يكون سببه أعمال العنف المتكررة للقيادات النقابية البيروقراطية (حل الفروع النقابية المحلية الثورية من قبل القيادة المركزية الانتهازية) » (4) ولا نعتقد أنه تنقضا للشواهد والبراهين حتى نثبت أن القمع والعنف وحل الفروع النقابية المحلية والتضييق على المناضلين النقابيين المخلصين في تونس قد أصبحت من الممارسات اليومية والروتينية للقيادات البيروقراطية النقابية المرتبطة بالسلطة ، بل أن السلطة نفسها مع ميليشياتها تقوم اليوم مباشرة بهذا القمع داخل النقابات .

إن الأخطر من ذلك كله هو ما يطرحة المايون في جماعة « العامل التونسي » من توجهات وحلول على العمال ، هذه التوجهات التي ستكون نتيجتها الحتمية وضع العراقيل أمام نمو وتطور حركة السراع والمواجهة العمالية واعاقه ، بل منع ، كل تنظيم مستقل للطبقة العاملة . انهم يطالبون العمال ويدعونهم للعمل من أجل كسب الجهاز النقابي الحالي المرتبط مباشرة بالجهاز الدولة والحزب الدستوري يوتهمون كل محاولة يقوم بها العمال للعمل والتنظيم خارج هذا الجهاز النقابي بأنها نوع من الطفولية

اليسارية . وهم يرفضهم المشاركة في النضال ضد سحب الاشتراكات النقابية مباشرة من الأجرة (1 ٪ من الأجرة) انما يدافعون بوعي أو بسعيير وهي عن هذا الجهاز النقابي البوليسي الذي تشرف عليه مباشرة دولة البرجوازية التونسية وتدعي من ناحيتها مجموعة « المعارضه النقابية الثورية » التي تحركها « العامل التونسي » بأنها البريئة لتقاليد الأمية النقابية الحمراء ولكنها بذلك تحاول أن تخفي وتطمس أن أحد العوامل الأساسية التي تحدد تكتيك الشيوعيين النقابي هو حرصهم الدائم على عدم العزلة والانقطاع عن حركة الجماهير العمالية . فكيف نستطيع من هذا المنطلق أن نعي عيوبنا عن ظاهرة المقاطعة العفوية التي يمارسها العمال حيال الجهاز النقابي الحالي حتى ولو أن هذا السلوك لم يصبح بعد شاملاً وعملاً ؟ . ان حصر العمل واقتصره على اطار الجهاز النقابي الحالي (عدا عن التوجه والممارسة الخاطئة حتى في داخله) يعني بوضوح التخلي عن العمال الذين يخرجون من النقابة للتخلص من التسلط المفروض عليهم . (5)

ان موقفنا من مسألة جدوى أو عدم جدوى العمل داخل الأجهزة النقابية الرسمية هو موقف واضح ويتعلق بالدرجة الأولى بمدى قوة تأثير هذا الجهاز في صفوف العمال . لهذا السبب ان الاتحاد العام لا يزال يضم في صفوفه للأسف اعدادا كبيرة من العمال . لهذا السبب فاننا لا يمكن أن نرفض كل عمل داخله . لكن نشاطنا هذا لن يكون مطلقاً بهدف كسب هذا الجهاز تحت القيادة الثورية ، وهذا ما يوجب علينا بالضرورة الرفض الكامل لتحمل أية مسؤولية كانت وعلى كل مستويات الجهاز النقابي الرسمي . وهذا الموقف يشكل شرطاً أساسياً لعدم زرع الأوهام في أذهان العمال عن أي احتمال أو أية إمكانية لتحويل هذا الاتحاد الى أداة للنضال الطبقي البروليتاري .

ان الهدف الوحيد الذي ننسده من عطلنا في نقابات من هذا النوع هو تمكين العمال من التخلص من هيمنة البرجوازية وتخليصهم من القوقعة التي تفرضها عليهم من خلال أجهزةتها . لكننا نتأكدون في نفس الوقت بأن مهمة تنظيم الطبقة العاملة على شكل واسع وعلى أرضية مساحها الطبقي لا يمكن إنجازها في اطار النقابات البوليسية . ومن هذا المنطلق فنحن نركز اهتمامنا الأكبر على المشاركة ودعم كل أشكال المقاومة التي تلجأ اليها الطبقة العاملة على طريق إعادة البناء الساق والطويل للمنظمات الطبقي الحقيقي المستقلة عن هيمنة وسلطة البرجوازية والوحيدة القادرة على تأمين الدفاع عن مصالح الشغل

ملاحظات

- (1) برنامج لجنة المبادرة الوطنية منشور في عدد « الشعب » رقم (1) - ماي - جوان 1978 .
- (2) الشعلة عدد (10) -- نقل عن المترجم الفرنسي الصادر في أبريل 1978 .
- (3) الشعب عدد (2) -- مقالة : خصائص العمل النقابي في الظروف الحالية .
- (4) الحركة النقابية ، لجان الفبارك والعمال .
- (5) الموثمرات الأربعة للأمية الرابعة - نشرة ماسبيرو 1969 - ص 54 .
- (5) نورد على سبيل المثال ، أن عمال شركة الكهرباء والغاز التونسي في غولات ، قد قاطعوا الاجتماع المخصص لاعادة تعيين المندوبين النقابيين للاتحاد . وحسب نفس المقاطعة في شركة سوكمينا (منزل بورفييه) بوني شركة سوجيتكس في قابس وفي في تونس وفي نقابة التعليم في سوس . وقد قامت من ناحية أخرى عدة حركات احتجاج ضد سحب الاشتراك النقابي من الأجرة

اطلبوا هذه المطبوعة عند مقر جريدتنا

**إضراب عمال التنظيف
بالميترو
دروس و استنتاجات**

**ساندوا صحافة الحزب الأمية
تبرعوا ! إشتراكوا !**

نصوص الحزب الشيوعي الاممي

١

**الموضوعات الأساسية
للحزب**

دار البرنامج الشيوعي



الأممي

l'internationaliste - el-oumami

الأممي

الشيوعي

الحزب

لسان

ماي 1980 - عدد 9

الطن: فرنسا 3 فريكات - المغرب 2 درهم - الجزائر 2 دينار - تونس 200 ملتيم

تونس:

الحركة النقابية بين

قمع السلطة والطول الخاطئة

بعد موجة القمع البرجوازية التي ضربت حركة الطبقة العاملة في تونس إثر أحداث 26 جانفي 1978، كان من الطبيعي ان تعود المسألة النقابية لتحتل موقعا بارزا في مجرى الحياة السياسية وفي الحركة الاجتماعية التونسية .

وقد لعبت المبادرة التي استهدفت إحياء وإنعاش الحركة النقابية من خلال ما يسمى بـ «لجنة المبادرة الوطنية» دورا متميزا في الحملة العمالية لمقاومة ومواجهة هذه الهجمة البرجوازية المدعومة من قبل الامبريالية . وعُرفت هذه اللجنة من خلال نشرتها السرية « الشعب » التي تم مصادرة عددها السادس أثناء حملة اعتقال العناصر النقابية المؤيدة لهذه اللجنة .

إن الموقف الصحيح الذي أخذته لجنة المبادرة الوطنية عند إقرارها أن الاتحاد العام التونسي للشغل الحالي « هو اطار نقابي بوليسي » ، لم يمنعها في المقابل من توجيه النداء إلى العمال « للتصك بالاتحاد العام التونسي للشغل كإطار شرعي وحيد، والتصك بمبادئه ونظامه الداخلي والقرارات والهيئات الشرعية المنبثقة عن المؤتمر الرابع عشر » (1) .

إن تبني لجنة المبادرة الوطنية لمعظم مواقف مجموعة « الشعلة » (بروس أبانيا) يجعل من المفيد بل من الضروري إلقاء نظرة على التقلبات التي حدثت في موقف وتقييم هذه المجموعة للقيادة النقابية البيروقراطية على شاكلة عاشور .

كانت مجموعة « الشعلة » المأوية تعتبر ، حتى عام 1977 ، بأن تحركات وممارسات جماعة عاشور - بلخوجسة - مستيرى تعمل « لخدمة الاستراتيجية الاميركية الجديدة التي تستخدم شعارات الحريات والانفتاح الديمقراطي كوسائل للإثارة والتحرير في مواجهة هيمنة الاتحاد السوفياتي ومنع تقوية نفوذ القوى والاحزاب المؤيدة له ، هذا من جهة ، ومن جهة اخرى من أجل فيركة حلفاء لها يتمتعون بحد أدنى من « التأييد الشعبي » بهدف ترسيخ هيمنتهم المشتركة والحفاظ على المصالح الاميركية في المنطقة . (2)

لا حاجة للتوقف عند عقدة التناقض الروسي الاميركي التي تسلب دائما عقول السائرين وتجعلهم يتجاهلون المسائل الأكر أهمية والتي تشكل هاجسا كبيرا وهذه فاسا هاما للامبريالية ألا وهي محاولة إنشاء أجهزة « ديمقراطية » كهيئة باستيعاب وخنق التحركات الاجتماعية خاصة بعد أن اخذت الطبقة العاملة تنهض بقوة وثبتت وجودها في ساحة الصراع . وقد تبين ذلك بوضوح لا شك فيه من خلال محاولة العديد من القوى والهيئات المرتبطة مباشرة بالامبريالية الاميركية مثل الكونغرس العالمية للنقابات الحرة (CISL) المراهنة على سياسة عاشور . ولم تتوصل هذه القوى إلى التسليم بخطة نوسيرة وتقرر . دعه إلا بعد أن أدركت ولمست أن البيروقراطية النقابية بقيادة عاشور ليست قادرة بعد أمام نمو الحركة الاجتماعية وانفجارها ، أن تضمن ضبط هذه الحركة وتأييدها وبالتالي تنقيتها وخنقها .

يتبع ص 23

تركيا:

تشجيع جديد

لخوض الحرب الطبقة

في تعقيبها على الاحداث الدامية التي كانت تركيا مسرحا لها طوال شهر فيفري (شباط) الماضي كبت احدى الصحف البرجوازية وهي تنفس الصعداء : « عاد الهدوء الى ازмир » . بالفعل لقد عاد الهدوء الى ازмир ، لكن باي ثمن ؟ لقد كان لزاما على البرجوازية التركية لبلوغ هذه الغاية تجهيز حملة مدججة بالسلاح . اذ ارسلت ما لا يقل عن عشرة آلاف جندي مزودين بالمصفحات وتدعمهم طائرات الهليكوبتر وظائرات الاستكشاف بغية سحق عمال الاحياء البائسة في ازмир ، ثالث مدن البلاد ، دون ان تتجح في ارضاخهم الأبعد صمود ومقاومة لا نظير للسالتها سوى بطولتها .

اشعل فتيل بارود الاحداث قرار الحكومة بطرد مئات العمال من مصنع « تارس » التابع لمركب للصناعات الزراعية تشرف عليه الدولة . ولتبرير قرارها هذا وجهت الدولة للعمال المقرر طردهم تهمة التعاطف مع اليسار . أما الدافع الحقيقي لقرارها فهو كون هؤلاء العمال كفاحيين لم يتردوا في مقابسة الاستغلال اليومي الذي يتعرضون له . ولم ينجح هذا التبرير في تضليل رفاقهم في العمل ، حيث ادركوا المعنى الحقيقي للاجراء المتخذ ضدهم . فقاموا باحتلال المصنع فوراً . وصدوا بالقوة تدخل البوليس في الثامن من فيفري (شباط) دون ان يتراجعوا تبيرا واحدا ، رغم مقتل رفيقين لهم واصابة العديدين بجراح .

وحيثما تدخلت فصائل من الجند رمة (الدرك) والجيش لنجدة البوليس الذي هزم امام صمود عمال « تارس » ، هبت كل الجماهير العمالية في الاحياء البائسة المجاورة للمصنع ، رجلا ونسا ، واطفالا ، لنجدة العمال . فلم يكتفوا بالقيام بالمظاهرات ، بل اقاموا المتاريس وحفروا الخنادق لمنع مرور المصفحات وشل حركة السير . وفي يوم 11 اقتحمت مجموعة من الشباب مقر الحزب الحاكم ووضعوا فيه المتفجرات وكتبوا على الجدران قبل انسحابهم : « السبيل الوحيد هو الثورة » . ولم يتمكن الجيش من الاستيلاء والسيطرة على المصنع والاحياء التي تحصنت فيها العائلات العمالية الأبعد عدة ايام من القتال المرير ، حيث كان الجيش مجبرا في الكثير من الاحيان لاحتلال البيوت واحدا تلو الآخر لشدة المقاومة .

وما أن تغلّبت قوى الجيش حتى انهالت سباط القمع على العمال . فقد بلغ عدد المعتقلين في 14 فيفري 1500 عاملا ، وفي يوم السبت 16 فيفري بلغ عددهم 4000 كآسوا جميعهم في ملاعب المدينة . ولا احد يدرى كم من قتيل خسرت الطبقة العاملة في صمودها الباسل الرائع هذا في وجه قسوى القمع والاستبداد .

ليست هذه هي المرة الاولى التي تكتم فيها البرجوازية التركية عن

يتبع ص 22